

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Palestine & rapport Goldstone

N° 488 du 07.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Le Conseil des droits de l'homme approuve le rapport Goldstone.

Goldstone: La guerre sioniste était une punition collective contre les habitants de Gaza.

Philippe Bolopion et Laurent Zecchini : Les Palestiniens veulent porter le rapport Goldstone devant les Nations unies.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU approuve le rapport sur Gaza.

Abbas : Au jour le jour

Rapport Goldstone : L'Autorité palestinienne revient sur sa décision de revenir sur sa décision....

Le rapport Goldstone embarrasse Abbas.

Au jour le jour

Manifestation à Ramallah : Fureur contre l'Autorité Palestinienne sur la décision Goldstone.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Lancer de chaussures sur les posters du traître à Gaza.

1-2 Vidéo : La stratégie Us en proie au doute.

2 Les brèves

2-1 40 organisations expriment leur étonnement de la position d'Abbas envers le rapport de Goldstone

2-2 Dweïk demande la démission immédiate d'Abbas.

2-3 L'assemblée générale de l'Onu : le rapport de Goldstone va être bientôt examiné

2-4 Goldstone au Conseil de sécurité ?

2-5 Rapport Goldstone : un veto au Conseil de Sécurité ?

3 Dossier

3-1 Le Conseil des droits de l'homme de l'Onu condamne Israël.

3-2 Paul Craig Roberts : Israël et le rapport Goldstone.

3-3 Amira Hass : La soumission chronique de Mahmoud Abbas.

3-4 IRIB : Abbas, le bras exécuter des plans d'Israël.

3-5 [Hassan Moali](#) : Rapport Goldstone : La ligue arabe et le Qatar dénoncent la manœuvre en faveur d'Israël.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

4-1 Le Hamas : «Nous sommes l'autorité légale».

4-2 Gaza et Israël : Navi Pillay appelle à mettre fin à l'impunité.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Le point de vue du Hamas sur l'ajournement du vote sur le rapport Goldstone.

5-2 Leila Mazbouidi : Les sales dessous du report de l'examen du rapport Goldstone.

5-3 Pierre Stambul : "Ce qui vient de se passer est pire qu'une erreur d'analyse."

5-4 Helena Cobban Moyen-Orient : la stratégie américaine en proie au doute face à la perte de popularité d'Abbas.

6 Annexe : Israël

6-1 Rapport de Goldstone adopté.

6-2 Israël met en garde contre l'examen du rapport Goldstone à l'Onu.

6-3 Israël demande à Ban Ki-moon de remiser le rapport Goldstone.

6-4 Benjamin Netanyahu promet de discréditer le rapport Goldstone.

6-5 Marius Schattner : Israël compte sur Washington pour torpiller le rapport Goldstone.

6-6 Leila Mazbouidi : "Israël" veut changer les lois internationales.

Tiré a part

Le Conseil des droits de l'homme approuve le rapport Goldstone.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté vendredi une résolution initiée par les Palestiniens et qui approuve le rapport Goldstone dénonçant des crimes de guerre commis lors du conflit à Gaza l'hiver dernier. Le vote a été approuvé par 25 voix pour, 6 contre et 11 abstentions, «en conséquence il est adopté», a indiqué le président du Conseil des droits de l'homme.

Cinq des 47 États membres du Conseil, dont la France et le Royaume-Uni ont refusé de participer au vote qui renvoie concrètement le dossier aux instances onusiennes de New York, l'Assemblée générale de l'ONU et le Conseil de sécurité.

Les responsables français et britannique ont tenté juste avant sa tenue de négocier avec Israël sur «la mise en œuvre des recommandations faites aux parties notamment concernant les enquêtes» nationales, a expliqué à l'AFP l'ambassadeur de France Jean-Baptiste Mattéi.

Mais les membres du Conseil ont refusé de donner du temps à ces négociations de dernières minutes destinées à aboutir à «des décisions concrètes», a-t-il regretté, justifiant ainsi la décision de Paris et Londres de ne pas participer au vote.

Le Conseil des droits de l'homme était réuni depuis jeudi pour une session extraordinaire sur la demande de l'Autorité palestinienne avec le soutien du groupe arabe, l'Organisation de la conférence islamique (OCI), les non-alignés et les pays africains majoritaires au sein du Conseil.

Moins de deux semaines après la décision du Conseil de reporter de six mois l'examen du rapport ultra-sensible, les Palestiniens ont opéré une volte-face en début de semaine pour obtenir dans les plus brefs délais l'adoption d'une résolution en trois parties sur «la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris Jerusalem-est».

La principale soutient les recommandations du rapport du juge sud-africain Richard Goldstone qui accuse l'armée israélienne, mais aussi les militants palestiniens, d'avoir commis «des crimes de guerre» et «de possibles crimes contre l'humanité» durant l'offensive israélienne à Gaza de décembre-janvier.

Le texte approuve ainsi la demande d'enquêtes nationales indépendantes des deux parties pour punir les responsables de crimes et le fait que le Conseil de sécurité puisse saisir le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) en cas d'échec de ces enquêtes.

Ce point constitue la principale pierre d'achoppement pour nombre de pays et en premier lieu les États-Unis qui ont voté contre la résolution palestinienne, sans laisser de doute sur le veto à attendre de leur part au Conseil de sécurité.

Agence France-Presse

Publié le 16 octobre

http://www.cyberpresse.ca/international/200910/16/01-911874-le-conseil-des-droits-de-lhomme-approuve-le-rapport-goldstone.php?utm_source=bulletinCBP&utm_medium=email&utm_campaign=retention

Goldstone: La guerre sioniste était une punition collective contre les habitants de Gaza.

Le président du comité international des droits de l'homme à l'ONU, Richard Goldstone, a refusé les accusations et les critiques de l'entité sioniste à son rapport autour des crimes de guerre perpétrés par les forces occupantes lors de la guerre contre la bande de Gaza au début de l'année 2009.

Il a critiqué les prétentions des leaders de l'occupation que ce rapport va paralyser les processus de paix au Proche-Orient.

En commentaire aux déclarations du ministre sioniste des affaires étrangères, Avigdor Libermann, que ne peut pas réaliser la paix dans la région durant cette étape, Goldstone a dit, le mardi soir 20/10, qu'il n'y pas des processus de paix et que Libermann ne veut jamais la paix.

"Où les processus prétendus de paix?" a-t-il ajouté Goldstone.

Enfin il a dit qu'"Israël" voulait punir les habitants de la bande de Gaza collectivement à travers son offensive militaire.

Le rapport de Goldstone adopté par le conseil des droits de l'homme de l'ONU accuse l'occupation de perpétrer des crimes de guerre et contre l'humanité durant ses dernières agressions contre la bande de Gaza au début de l'année 2009.

http://www.alterinfo.net/Goldstone-la-guerre-sioniste-etait-une-punition-collective-contre-les-habitants-de-Gaza_a38238.html

Philippe Boloïon et Laurent Zecchini : Les Palestiniens veulent porter le rapport Goldstone devant les Nations unies.

L'Autorité palestinienne entend placer l'ONU face à ses responsabilités.

Elle est déjà parvenue à convaincre le Conseil des droits de l'homme d'adopter, vendredi 16 octobre à Genève, une résolution soutenant les conclusions du rapport du juge Richard Goldstone, qui accuse Israël et le Hamas d'avoir commis des "crimes de guerre" lors du conflit de Gaza (décembre 2008-janvier 2009).

Les responsables palestiniens œuvrent désormais pour que le dossier soit examiné par l'Assemblée générale des Nations unies, voire transmis au Conseil de sécurité. Le document de Genève a été approuvé par 25 voix sur 47. Six pays ont voté contre (notamment les Etats-Unis, l'Italie et les Pays-Bas), onze se sont abstenus et cinq n'ont pas participé au vote, dont le Royaume-Uni et la France. Dans un communiqué du Quai d'Orsay, vendredi, Paris avait estimé "*la mise aux voix de ce projet prématurée*" et que le texte "*mêlait de manière inopportune le rapport de la mission d'établissement des faits et des questions sans lien direct avec le mandat du Conseil des droits de l'homme*", détournant ainsi l'action du Conseil "*de l'objectif qu'il s'était initialement assigné*".

Outre les conclusions du juge Goldstone, ce texte dénonce des violations des droits de l'homme à Jérusalem-Est et accuse Israël d'entraver l'accès des musulmans à la mosquée Al-Aqsa.

Très critique pour l'Etat juif, cette résolution, initiée par les Palestiniens, a été soutenue par les pays arabes, africains et non alignés. "*Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, doit faire ce qui est attendu de lui et transmettre le dossier au Conseil de sécurité*", a expliqué au Monde le représentant de l'Autorité palestinienne à l'ONU, Riyad Mansour.

Il est probable que les Etats-Unis, qui jugent le rapport Goldstone "*déséquilibré*" au détriment d'Israël, utiliseront leur droit de veto pour bloquer son examen par le Conseil de sécurité.

Le représentant palestinien travaille avec les pays arabes et non alignés à l'organisation d'un débat au sein de l'Assemblée générale de l'ONU "*avant le mois de décembre*". Une majorité des 192 pays de l'assemblée est acquise à la cause palestinienne et, en l'absence de droit de veto au sein de cette institution, le passage d'une résolution condamnant Israël ne devrait guère poser problème. Le gouvernement de Benyamin Nétanyahou s'est livré à un intense lobbying, avec le soutien de Washington, pour éviter que les pays européens approuvent la résolution, pour en diminuer la portée devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Rivalité interpalestinienne

De ce point de vue, les Israéliens s'estiment satisfaits, même s'ils dénoncent une résolution "*injuste*", qui "*ignore les attaques meurtrières perpétrées par le Hamas et d'autres organisations terroristes contre des civils israéliens*". Les Palestiniens se sont en revanche réjouis du vote du Conseil. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a exprimé l'espoir que cette décision "*devienne un levier pour protéger les Palestiniens contre Israël*" et le Hamas s'est félicité de cette "*victoire*".

Cette réaction, apparemment identique, des organisations palestiniennes cache une rivalité qui n'a cessé de croître. Début octobre, soucieux de ne pas s'aliéner le soutien des Américains, le Fatah, qui contrôle l'Autorité palestinienne, avait renoncé à soutenir la résolution devant le Conseil des droits de l'homme. Immédiatement qualifié de "*traître*" par le Hamas, Mahmoud Abbas, dont la décision avait été contestée au sein même du Fatah, avait fait machine arrière et demandé une nouvelle réunion du Conseil de Genève.

Le vote de vendredi permet au chef de l'Autorité palestinienne de retrouver un peu de crédit, même s'il est peu probable qu'il suffise à restaurer l'unité palestinienne.

Prenant acte des "*répercussions de la dispute*" entre les deux organisations à propos du rapport Goldstone, l'Egypte, qui mène depuis plusieurs mois une médiation, a annoncé le report sine die de la signature de l'accord de réconciliation interpalestinien, prévue le 26 octobre.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU approuve le rapport sur Gaza.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté vendredi une résolution qui approuve un rapport dénonçant des crimes de guerre lors du conflit à Gaza l'hiver dernier et renvoie de facto le dossier au Conseil de sécurité à New York.

L'adoption, votée à une faible majorité des 47 pays membres du Conseil, a provoqué un tollé du côté d'Israël tandis que l'Autorité palestinienne et le Hamas ne cachaient pas leur satisfaction.

Cette résolution "entrave les efforts pour promouvoir la paix au Proche-Orient", a averti le ministère israélien des Affaires étrangères, dénonçant "un encouragement pour les organisations terroristes dans le monde entier". De son côté, l'Autorité palestinienne, à l'origine de la résolution, s'est félicitée du vote obtenu grâce au soutien des pays musulmans, non-alignés et africains, majoritaires au Conseil.

"Nous espérons maintenant que le rapport sera porté devant le Conseil de sécurité" de l'ONU, a déclaré à l'AFP le négociateur palestinien Saëb Erakat.

Quant au mouvement islamiste Hamas, rival de l'Autorité palestinienne et qui contrôle la bande de Gaza, il a espéré "que ce vote conduira à un procès des chefs de l'occupation (israélienne)".

Le satisfecit des Palestiniens est d'autant plus marqué qu'il y a deux semaines, le Conseil des droits de l'homme avait décidé de reporter de six mois l'examen du rapport produit par le juge sud-africain Richard Goldstone et qui accuse l'armée israélienne ainsi que les militants palestiniens d'avoir commis "des crimes de guerre" et "de possibles crimes contre l'humanité" durant l'offensive israélienne à Gaza de décembre-janvier.

La décision avait été soutenue alors par l'Autorité palestinienne. Mais elle s'est avérée politiquement catastrophique pour le président palestinien Mahmoud Abbas qui a finalement opéré un revirement et réclamé une session au plus vite auprès de l'organe genevois.

A l'issue de deux jours mouvementés, la résolution palestinienne a été adoptée par 25 voix contre six (dont les Etats-Unis) et onze abstentions. La France et le Royaume-Uni ont refusé de participer.

La résolution "apporte son soutien aux recommandations" du rapport Goldstone, approuvant la demande d'enquêtes indépendantes des deux protagonistes pour punir les responsables d'exactions. Elle appelle également "toutes les parties concernées, dont les organes de l'ONU, à assurer" son application "en accord avec leurs mandats respectifs".

Ce qui signifie que la résolution renvoie le rapport Goldstone aux instances onusiennes, Assemblée générale et surtout Conseil de sécurité, censé, selon les recommandations, saisir le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) en cas d'échec des enquêtes.

De nombreux pays, dont l'Union européenne et les Etats-Unis, sont montés au créneau pour empêcher une telle éventualité, craignant qu'elle ne complique les fragiles tentatives de paix entre Israéliens et Palestiniens.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, Ian Kelly, a estimé que la résolution ne signifiait pas que le rapport serait automatiquement transmis au Conseil de sécurité. "Les membres du Conseil peuvent décider de l'ordre du jour", a-t-il déclaré.

Dans un courrier signé par le président français Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique Gordon Brown, Paris et Londres ont demandé à Israël d'ouvrir une enquête "transparente et indépendante" sur les événements de Gaza et d'en partager les résultats avec eux.

L'offensive israélienne contre la bande de Gaza a fait plus de 1.400 morts palestiniens, en majorité des civils, selon des sources médicales palestiniennes.

Côté israélien, dix militaires et trois civils ont été tués, selon les chiffres officiels.

17/10

<http://www.lematin.ch:80/flash-info/monde/conseil-droits-homme-ONU-approuve-rapport-gaza>

Abbas : Au jour le jour

Rapport Goldstone : L'Autorité palestinienne revient sur sa décision de revenir sur sa décision....

L'Autorité palestinienne avait demandé au Conseil de sécurité d'examiner les accusations portées contre Israël, avant de revenir sur sa décision suite à d'intenses pressions de Washington.

L'enquête menée par l'ancien juge sud-africain Richard Goldstone a établi que l'Etat hébreu "avait commis des actions qui équivalaient à des crimes de guerre, peut-être des crimes contre de l'humanité" au cours des opérations militaires conduites du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 dans la Bande de Gaza.

La semaine dernière, l'Autorité palestinienne a finalement retiré son aval au rapport de l'ONU sous la pression des Américains, mais cette décision a suscité la colère des Palestiniens.

Mercredi, les dirigeants palestiniens ont une nouvelle fois fait marche arrière, en soutenant fortement la décision de la Libye d'organiser un débat sur cette question le 14 octobre.

Ndlr : Avec l'AP

09-10

http://fr.news.yahoo.com/3/20091009/twl-onu-israel-palestiniens-gaza-951b410_2.html

Le rapport Goldstone embarrasse Abbas.

Le rapport Goldstone a fait une première victime : l'Autorité palestinienne.

Ce rapport, rédigé à la demande des Nations unies sous la direction d'un juge sud-africain, n'en finit pas de faire des vagues depuis sa publication mi-septembre.

Il dresse un bilan sans concession des crimes de guerre voire des crimes contre l'humanité commis tant par l'armée israélienne que par les miliciens du Hamas lors de la guerre de Gaza, en janvier. Mais étonnamment, c'est Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, qui a le plus souffert de ce texte et de ses retombées diplomatiques. L'Autorité n'avait pas participé à la guerre de Gaza, mais c'est à elle qu'il incombait de donner des suites diplomatiques au rapport, puisqu'elle est le seul représentant internationalement reconnu du peuple palestinien.

Or, à la surprise générale, au lieu de profiter de la présentation du rapport au Conseil des droits de l'homme, basé à Genève, pour proposer une résolution demandant l'examen du texte par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'instance suprême de l'ONU, l'Autorité palestinienne a annoncé début octobre qu'elle proposait un report de la discussion du texte à mars 2010.

Autant dire, son enterrement.

Chaussures. Cette décision a provoqué un tollé immédiat dans les Territoires palestiniens. A commencer par la bande de Gaza, où la population, déjà tirillée entre le Hamas qui règne de facto et l'Autorité qui paye les salaires des fonctionnaires restés loyaux, s'est sentie une fois de plus abandonnée. Mais aussi en Cisjordanie, où d'importantes manifestations ont dénoncé la «lâcheté» et la «traîtrise» de la direction palestinienne. On a ainsi vu des manifestants jeter leurs chaussures sur l'effigie du président palestinien. Des voix à l'intérieur du Fatah ont même dénoncé cette «honte» et appelé à la démission de Mahmoud Abbas, président du parti.

Comment expliquer un tel faux pas ? Bassem Khoury, ministre de l'Economie du gouvernement palestinien, explique que Mahmoud Abbas a «cédé à une intense pression israélienne et des Occidentaux». Interviewé par Libération à l'occasion de son passage par Paris, vendredi, le responsable palestinien ne justifie pas pour autant la décision de l'Autorité palestinienne : il a d'ailleurs démissionné du gouvernement la semaine dernière en signe de protestation.

Volte-face. Israël, en effet, a rejeté en bloc le rapport Goldstone et, selon plusieurs sources diplomatiques, aurait menacé de ne pas reprendre le processus de paix si jamais les Palestiniens persistaient dans leur intention de demander une saisine du Conseil de sécurité. En effet, seule cette instance est habilitée à saisir la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye pour faire juger les crimes de guerre d'Israël et du Hamas en cas de refus de des deux parties d'enquêter et de sanctionner leurs propres combattants. Israël n'est pas le seul pays hostile à cette très hypothétique éventualité : c'est le cas des Etats-Unis et de la France qui estiment que la menace de la justice internationale pourrait gêner un retour à la table des négociations.

«L'administration Obama dit vouloir la paix, en fait, elle accède à toutes les demandes d'Israël», fustige Bassem Khoury. Plus discrètement, la Russie et la Chine, également membres permanents du Conseil de sécurité, ne sont pas très chaudes pour un tel précédent. Face à l'ampleur des critiques, Abbas a opéré une volte-face en fin de semaine : l'Autorité palestinienne s'est jointe à une demande libyenne d'examen du rapport Goldstone au Conseil de sécurité. Etant donné le veto américain, il y a peu de chances que cela débouche sur grand-chose. Le Conseil des droits de l'homme devrait discuter le texte dans la foulée. Mais pour le président palestinien, le mal est déjà fait auprès de son peuple.

<http://www.liberation.fr/monde/0101596462-le-rapport-goldstone-embarrasse-abbas>

13 octobre.

http://fr.news.yahoo.com/76/20091013/twl-le-rapport-goldstone-embarrasse-abba-1a8f422_1.html

Au jour le jour

Manifestation à Ramallah : Fureur contre l'Autorité Palestinienne sur la décision Goldstone.

Un millier de personnes sont descendues dans la rue de Ramallah hier 5 octobre pour protester contre la position de l'Autorité Nationale Palestinienne sur le rapport Goldstone. Brandissant drapeaux et pancartes, bloquant la circulation, les gens ont marché et exprimé leur rage contre l'AP pour ne pas avoir saisi l'opportunité de traîner les criminels de guerre israéliens devant les tribunaux internationaux.

Les protestataires, portant des drapeaux palestiniens et des partis, sont partis du Club Orthodoxe, situé en dehors du centre-ville de Ramallah, et sont passés par les deux principales places de la ville. Surveillés par la police, des centaines de personnes ont rejoint chacun des différents contingents pour protester contre ce qui est largement considéré comme une insulte à la population de Gaza et une trahison de la lutte globale du peuple palestinien.

La colère contre l'ANP fut la caractéristique de la manifestation, et les protestataires ont scandé des slogans condamnant Salam Fayyad et Abu Mazen, qualifiant l'abandon du rapport Goldstone d'opportunité manquée et demandant leur démission.

Les manifestants ont également dénoncé le rôle de l'administration US dans la décision de l'AP et le simulacre d'enquête que l'AP a l'intention de lancer.

Le rapport Goldstone a statué que les Israéliens étaient responsables de violations graves des Conventions de Genève, de crimes de guerre et de violations graves des droits internationaux de l'homme et du droit humanitaire. De plus, la rapport a trouvé des preuves suffisantes qui indiquent que des crimes contre l'humanité ont été perpétrés pendant l'attaque de la Bande de Gaza, qui devraient être présentés devant la Cour Internationale de Justice.

7 Octobre

Source : [Stop The Wall](#)

Traduction : MR pourISM

http://www.alterinfo.net/Manifestation-a-Ramallah-Fureur-contre-l-Autorite-Palestinienne-sur-la-decision-Goldstone_a37677.html?com#com_999835

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Lancer de chaussures sur les posters du traître à Gaza.

http://www.youtube.com/watch?v=GnFUy9SR5Ms&feature=player_embedded

1-2 Vidéo : La stratégie Us en proie au doute.

http://www.alterinfo.net/Moyen-Orient-la-strategie-americaine-en-proie-au-doute-face-a-la-perde-de-popularite-d-Abbas-video-Gaza_a37865.html

2 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

2-1 40 organisations expriment leur étonnement de la position d'Abbas envers le rapport de Goldston

40 organisations européennes ont exprimé leur étonnement de la position de l'autorité de Ramallah dirigée par le président sortant, Mahmoud Abbas, envers le rapport du comité de l'ONU pour l'enquête sur les crimes de guerre perpétrés par les forces occupantes dans la Bande de Gaza, après qu'elle a demandé de reporter la discussion du rapport au conseil international des droits de l'homme, malgré la garantie des voix soutenant le rapport.

Dans un communiqué commun signé par 40 organisations européennes dont le centre Palestinien d'information a reçu une copie, ces organisations ont vu que le report de la discussion de ce rapport représente un pas très dangereux et une négligence aux sangs de plus de 1400 victimes dans la Bande de Gaza ainsi qu'une forte gifle aux efforts prodigués par le comité international et tous les aux organisations des droits de l'homme pour démasquer les crimes de l'occupation contre l'humanité.

Elles ont porté l'autorité palestinienne la responsabilité générale de la paralysie du rapport de Goldston qui condamne l'occupation israélienne d'avoir perpétré des crimes de guerre contre les Palestiniens dans la bande de Gaza, tout en avertissant que cette position va causer l'escalade des agressions sionistes contre le peuple palestinien.

De son côté, l'Amnesty a appelé, le samedi 3/10, dans un communiqué, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon à transférer le rapport de Goldston au conseil de sécurité international.

L'Amnesty a condamné le conseil des droits de l'homme en l'accusant de l'échec.

CPI

3/10

<http://www.palestine-info.cc/...>

<http://www.palestine-solidarite.org:80/actualite.CPI.031009.htm>

2-2 Dweïk demande la démission immédiate d'Abbas.

Le chef du conseil législatif palestinien, Dr. Aziz Dweïk a demandé au président sortant, Mahmoud Abbas à présenter immédiatement sa démission, à cause de sa décision menant au report du rapport de Goldstone, sur les crimes horribles de l'occupation israélienne, commis à Gaza.

"J'exige la démission immédiate d'Abbas qu'avait ordonné son délégué à Genève, devant le conseil des droits de l'homme de reporter le rapport de Goldstone", a souligné Dweïk, le mardi 6/10, lors d'un entretien avec la chaîne

d'Al Hiwar, tout en appelant à la création d'un comité nationale provisoire pour présider l'autorité, d'une manière démocratique.

En appellent le conseil de l'Onu chargé des droits de l'homme à la nécessité d'assumer ses responsabilité et de revenir sur le report du rapport de Goldstone, le chef du conseil législatif palestinien a confirmé qu'il va former un comité parlementaire pour enquêter sur les causes du report de ce rapport afin d'emmener les acteurs à la justice.

7/10

<http://www.palestine-info.cc>

http://www.alterinfo.net/notes/Dweik-demande-la-demission-immediate-d-Abbas_b1628933.html

2-3 L'assemblée générale de l'Onu : le rapport de Goldstone va être bientôt examiné

"L'assemblée générale décide d'examiner, avant la fin de cette année, le rapport du Juge Richard Goldstone, sur les crimes de l'occupation israélienne qu'avait commis au sein de la population civile de Gaza", a révélé le porte parole de l'assemblée générale de l'Onu.

Le porte- parole Onusien "Jean Victor Knolo" a souligné le lundi 19/10 que le chef de l'assemblée général "Ali Al Triki" a reçu le rapport du conseil mondial des droits de l'homme, suite de l'approbation des recommandations de ce rapport le vendredi passé, sur les crimes de guerre sionistes contre l'humanité.

"Triki va contacter les membres et côtés concernés pour une date fixe, afin d'examiner le rapport juridique sur les crimes des forces armées israéliennes perpétrés à Gaza", a dévoilé le porte- parole onusien.

<http://www.palestine-info.cc>

2-4 Goldstone au Conseil de sécurité ?

Moscou et Pékin ont laissé entendre qu'ils ne souhaitaient pas que le Conseil de sécurité examine le rapport Goldstone, du nom du juriste sud-africain qui a été chargé de le rédiger, car, selon eux, ce serait s'immiscer dans la souveraineté nationale de l'Etat juif, ont déclaré des diplomates occidentaux, sous le couvert de l'anonymat.

Al-Oufok avec les agences de presse)

24 octobre 2009,

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article992>

2-5 Rapport Goldstone : un veto au Conseil de Sécurité ?

Personne n'en doute : le succès de l'adoption finale des recommandations du rapport Goldstone par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU sera certainement suivi par un veto au Conseil de Sécurité, qu'il soit étasunien ou français. L'essentiel n'est pas là : depuis les massacres de Gaza, l'impunité n'est plus garantie à Israël, comme l'évoquent sur tous les tons les médias israéliens. Les Israéliens sionistes se consoleront peut-être en entendant Javier Solana dire le 21 octobre à Jérusalem : « *Israël permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions* " (Israël) « *est partie prenante à tous les programmes* "... "Aucun pays hors du continent n'a le type de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne." Il n'est pas certain qu'ils se réjouissent longtemps : Un des objectifs de la campagne BDS (Boycott – Désinvestissements – Sanctions) est précisément de remettre en cause, un par un, tous ces programmes sans principe ni moralité.

Bulletin Palestine, 23 octobre 2009

3 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

3-1 Le Conseil des droits de l'homme de l'Onu condamne Israël.

Le Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'Onu a repris vendredi à son compte le rapport de la commission d'enquête indépendante conduite par Richard Goldstone, qui fait état de crimes de guerre commis par Israël et le Hamas lors de leur conflit de l'hiver dernier à Gaza.

Au terme d'une session extraordinaire de deux jours, 25 des 47 membres de l'instance onusienne basée à Genève ont adopté une résolution endossant ce document et condamnant le seul Etat juif pour son refus de collaborer à l'enquête ainsi que pour la poursuite de son occupation et le blocus de Gaza.

Nommé en avril par le président du CDH, le Nigérian Martin Lhoeghian, Richard Goldstone est un magistrat juif sud-africain qui fut membre de la Cour constitutionnelle de son pays et procureur en chef du Tribunal pénal international sur le Rwanda ainsi que recteur de l'université hébraïque de Jérusalem.

Son rapport de 575 pages invite le Conseil de sécurité des Nations unies à saisir la Cour pénale internationale de La Haye (CPI) si Israël et le Hamas ne mènent pas dans les six mois des investigations crédibles pour châtier leurs combattant s'étant rendus coupables d'exactions.

Mais la résolution adoptée par le CDH, contre l'avis des Etats-Unis et de cinq autres pays - la Grande-Bretagne et la France ne prenant pas part au vote -, se borne à soumettre le rapport à l'Assemblée générale et à requérir du secrétaire général de l'Onu un compte rendu sur la mise en oeuvre de ses recommandations.

Le gouvernement israélien, qui rejette en bloc le rapport Goldstone, qualifié d'absurde il y a quelques jours par le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a réagi en estimant que "cette résolution encourage les organisations terroristes à travers le monde et sape une paix mondiale".

TEXTE D'INSPIRATION PALESTINIENNE

La résolution a été rédigée par l'Autorité palestinienne sous le parrainage de l'Egypte pour les Non-alignés, du Nigeria, pour l'Afrique, du Pakistan pour l'Organisation de la conférence islamique et de la Tunisie pour la Ligue arabe.

Pour Nabil Aboud Rdaïnah, collaborateur du président palestinien Mahmoud Abbas, la communauté internationale a le devoir de faire en sorte que le vote intervenu à Genève établisse "un précédent qui assurera la protection du peuple palestinien contre toute agression".

Au début du mois, le président palestinien Mahmoud Abbas avait accepté, sous la pression de Washington, le report au mois de mars d'un premier projet de résolution, plus radical, condamnant Israël pour son absence de coopération et saisissant le Conseil de sécurité du rapport Goldstone.

Vilipendé par le Hamas pour "trahison" et critiqué dans son propre camp pour son "erreur politique", Abbas a aussitôt fait machine arrière et demandé une réunion extraordinaire du Conseil sur les territoires occupés d'une façon générale.

A l'ouverture de cette session, jeudi, Navi Pillay, haut commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, s'est prononcée pour des "investigations impartiales, indépendantes, rapides et efficaces" au sujet des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire.

Elle s'est également dite préoccupée par les restrictions d'accès aux lieux saints musulmans de Jérusalem et par la poursuite du blocus de Gaza, deux préoccupations qui sont reprises, ainsi qu'une série de griefs rituels contre Israël, dans la résolution adoptée vendredi.

Taher al Nono, porte-parole du Hamas, a remercié vendredi les "pays amis" qui ont voté à Genève en faveur du rapport Goldstone et assuré que son mouvement en étudierait les recommandations. Il n'a soufflé mot des accusations portées contre ce dernier dans le document.

16/10

http://fr.news.yahoo.com/4/20091016/twl-po-gaza-israel-onu-38cfb6d_2.html

3-2 Paul Craig Roberts : Israël et le rapport Goldstone.

important

Pour tout le monde, le deux poids deux mesures dans lequel opère le gouvernement israélien, ça suffit ! sauf pour les Américains au cerveau reconditionné.

Même le très israélien *Jerusalem Post* peut trouver du deux poids deux mesures dans :

« Tout Israël parle maintenant d'une seule voix contre le rapport Goldstone » :

« C'est le concept israélien pour un accord équitable : nous avons le droit de faire vivre l'enfer aux Palestiniens comme on le veut parce que, par définition, tout ce que nous leur faisons, c'est pour nous défendre. Eux, cependant, n'ont pas le droit de lever le petit doigt contre nous parce que, par définition, tout ce qu'ils nous font, c'est du terrorisme.

« Cela a toujours été comme cela et c'est comme cela qu'il y a eu l'opération Plomb durci.

« Et il n'y a aucune limite à notre droit à nous défendre. Il n'y a là rien de "disproportionné".

« Nous pouvons détruire délibérément des milliers de maisons de Gaza, le parlement de Gaza, le ministère de la Justice, le ministère de l'Intérieur, les sièges des tribunaux, l'unique meunerie de Gaza, le plus important élevage de volailles, une usine de traitement des eaux usées, les puits d'eau de source et Dieu sait quoi encore.

« Délibérément.

« Pourquoi ? Parce que nous sommes mieux qu'eux.

Parce que nous sommes une démocratie et qu'ils ne sont qu'une bande d'islamo-fascistes. Parce que nous avons une culture de la vie et eux une culture de la mort. Parce qu'ils sont décidés à nous anéantir et nous, tout ce que nous disons, c'est qu'il faut donner une chance à la paix.

« Les Goldstone du monde appellent cela de l'hypocrisie, un deux poids deux mesures.

Comment osent-ils ! Partout ici, nous appelons cela de la clarté morale. »

On ne lirait jamais un tel article dans le *New York Times* ou le *Washington Post*, ou on ne l'entendrait jamais de n'importe quelle source d'informations aux Etats-Unis.

Contrairement aux journaux israéliens, les médias US sont un véritable porte-parole pour le lobby israélien.

Jamais la moindre critique.

Cela va même être davantage le cas maintenant que le lobby pro Israël, après des années d'efforts, a réussi à faire abroger le Cinquième amendement en faisant annexer un projet de loi sur le Crime de haine au projet de loi sur les crédits militaires qui a été voté récemment. C'est ainsi que le syllogisme fonctionne : critiquer Israël c'est être antisémite. Or, l'antisémitisme est un crime de haine. Donc, critiquer Israël est un crime de haine.

Comme l'indique le *Jerusalem Post*, ce syllogisme est de la « clarté morale ».

L'ambassadeur britannique aux Nations unies, John Sawers, est entré dans l'arène du crime de haine quand il a déclaré à la radio de l'armée israélienne que le rapport Goldstone sur l'agression militaire d'Israël contre Gaza contenait « certains détails très graves sur lesquels il fallait enquêter. »

D'ici un an, quand la Ligue anti-diffamation aura sa phalange de procureurs en place au Département de la justice US (sic), Sawers sera interpellé et traduit en justice.

L'immunité diplomatique ne signifie rien pour les Etats-Unis, ils envahissent régulièrement d'autres pays, exécutent leurs dirigeants ou les envoient à La Haye pour être jugés comme criminels de guerre.

Dans le même temps, cependant, le gouvernement israélien a fait savoir à Sawers et au gouvernement britannique qu'un soutien britannique au rapport Goldstone aurait pour conséquence la fin d'un deux poids deux mesures qui protège l'Occident et Israël, et créerait un précédent qui placerait les Britanniques sur le banc des accusés pour crimes de guerre en Iraq et en Afghanistan.

« Londres, » a déclaré le gouvernement israélien, « pourrait se retrouver avec les menottes s'il soutient le document (le rapport Goldstone). »

Une fois que le crime de haine sera passé au Journal officiel et entrera en vigueur, les « juifs qui ont la haine d'eux-mêmes », tels que les dirigeants du mouvement de la paix israélien et les journalistes d'*Ha'aretz* et du *Jerusalem Post*, ces juifs pourront s'attendre à être inculpés pour crimes de haine antisémite devant les tribunaux des Etats-Unis.

Paul Craig Roberts

Vendredi 16 Octobre 2009

Paul Craig Roberts a été sous-secrétaire au Trésor dans l'administration Reagan.

Il est co-auteur de *The Tyranny of Good Intentions*.

On peut le joindre à l'adresse : PaulCraigRoberts@yahoo.com.

En politique extérieure, ses convictions sont à l'opposée de celles des néoconservateurs.

Il s'est montré favorable aux thèses conspirationnistes à propos des attentats du 11 septembre 2001, a marqué son opposition à la guerre en Irak, et a appelé les élus du Congrès à voter la mise en accusation de George W. Bush. Il est également très critique envers la politique américaine vis-à-vis de l'Iran. (Wikipédia).

Counterpunch –

Traduction : JPP

<http://www.info-palestine.net/>

http://www.alterinfo.net/Les-criminels-de-guerre-deviennent-les-arbitres-de-la-loi_a38048.html

3-3 Amira Hass : La soumission chronique de Mahmoud Abbas.

Ceci n'est pas une bévue isolée, mais une situation qui perdure depuis que la direction de l'OLP a concocté, en collaboration avec les naïfs Norvégiens et les retors avocats israéliens, les Accords d'Oslo.

En un seul coup de téléphone à son représentant à Genève, Mahmoud Abbas a montré son mépris de l'action populaire, et son manque de confiance dans le pouvoir qu'il a accumulé et dans la place des mouvements de masse dans le processus de changement.

Pendant neuf mois, des milliers de personnes - des Palestiniens, leurs sympathisants étrangers et des militants anti-occupation israéliens - en ont bavé pour s'assurer que les suites de l'offensive militaire d'Israël contre Gaza ne seront pas jetées à la poubelle à ordures des nations occupantes obsédées par leurs sentiments de supériorité.

Merci au rapport Goldstone : même en Israël des voix commencent à bégayer que peut-être il faudrait une enquête indépendante sur l'agression. Mais peu après qu'Abbas ait rendu visite jeudi au consul général états-unien, le dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) prenait son téléphone pour donner des instructions à son représentant au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, pour qu'il demande aux autres membres du Conseil de reporter le vote sur l'adoption des conclusions du rapport.

D'après Abbas, son revirement serait dû à une forte pression américaine et à la reprise des négociations de paix. Le porte-parole palestinien s'est quelque peu affolé en donnant différentes versions pour essayer de faire passer ce revirement, expliquant que ce n'était pas une annulation que voulait Abbas mais un report de six mois.

Est-ce que les représentants états-uniens et européens à Genève approuvent l'adoption de ce report de six mois ? Est-ce qu'Israël va, dans les mois à venir, tenir compte du droit international, arrêter les constructions dans les colonies et annoncer des négociations immédiates sur leur démantèlement et la création d'un Etat palestinien sur les Territoires occupés ? Est-ce cela qu'une adoption du rapport aurait mis en danger ? Evidemment non ! Beaucoup d'une folie politique et du manque de perspicacité a été mis à nu avec ce coup de téléphone, à la veille de la célébration par le Hamas de sa victoire après avoir obtenu la libération de 20 prisonnières. C'est précisément ce jour-là qu'Abbas a mis Gaza à la une des journaux, étalant le défaitisme de l'OLP et crachant à la figure des victimes de l'agression ; c'est comme cela qu'ils l'ont ressenti, à Gaza et ailleurs.

Abbas a apporté effectivement la confirmation que le Hamas est la véritable direction nationale, et il a fourni des armes à tous ceux qui prétendent que la voie choisie par le Hamas - celle de la lutte armée - donnait des résultats que les négociations n'arrivaient pas à obtenir.

Ceci n'est pas une bévue isolée, mais une situation qui perdure depuis que la direction de l'OLP a concocté, en collaboration avec les naïfs Norvégiens et les retors avocats israéliens, les Accords d'Oslo. Le mépris et le manque d'intérêt à l'égard de la connaissance et de l'expérience accumulées par les habitants des Territoires occupés dans leur longue lutte populaire ont conduit à des premières erreurs : en ne faisant pas une déclaration

explicite disant que l'objectif était de créer un Etat à l'intérieur de frontières définies, en n'insistant pas sur le gel des constructions dans les colonies, en oubliant les prisonniers, en approuvant un arrangement sur la zone C, etc.

Une soumission chronique est toujours expliquée par un désir de « faire des progrès ». Mais pour l'OLP et le Fatah, faire un progrès c'est maintenir l'existence même de l'Autorité palestinienne, une Autorité qui fonctionne aujourd'hui plus que jamais comme un sous-traitant des forces de défenses israéliennes, des services de sécurité du Shin Bet et de l'Administration civile.

C'est une direction qui s'est convaincue que la lutte armée ne pouvait - face à la supériorité militaire israélienne certainement - donner l'indépendance. Et effectivement, les répercussions désastreuses de la Seconde Intifada confirment cette position. C'est une direction qui croit dans la négociation comme voie stratégique pour obtenir un Etat et une intégration dans le monde que les Etats-Unis sont en train de mettre en forme.

Mais dans un tel monde, il y a des profits personnels qui s'accumulent à partir d'une soumission chronique ; des avantages dont profitent les dirigeants et leur entourage immédiat. C'est ce profit personnel qui façonne la tactique.

N'est-ce vraiment qu'un choix entre négociations et théâtre de la lutte armée, comme le prétend la direction palestinienne ? Non.

Le vrai choix est entre négocier dans le cadre d'une lutte populaire ancrée dans la langue d'une culture universelle et d'une égalité des droits, et négocier entre associés en affaires avec un associé débutant qui exprime docilement sa gratitude envers l'associé aguerri pour sa générosité.

Amira Hass

Ha'aretz

7 Octobre

http://www.alterinfo.net/La-soumission-chronique-de-Mahmoud-Abbas_a37682.html

3-4 IRIB : Abbas, le bras exécuteur des plans d'Israël.

Le chef du centre des recherches de la Palestine a qualifié Mahmoud Abbas d'exécuteur des plans du régime sioniste. Walid Mohammad Ali en évoquant la demande de Mahmoud Abbas pour le report de l'examen du rapport Goldstone sur les crimes du régime sioniste dans la Bande de Gaza et son laxisme vis-à-vis de ces crimes, rappelle que le président de l'Autorité autonome n'a laissé aucun doute sur sa mission qui consiste à coopérer avec l'ennemi sioniste car tout ce qu'il fait, prolonge les intérêts des occupants de la sainte Qods. Le rapport Goldstone a été envoyé fin de la semaine dernière au Conseil des droits de l'Homme à Genève sous les pressions de l'opinion publique et des Palestiniens et malgré le vote négatif des 6 pays occidentaux protecteurs du régime de Tel-Aviv, ce Conseil a validé le rapport par une résolution et l'a préparé pour l'envoyer au Conseil de sécurité de l'ONU. La commission d'enquête de l'ONU dirigée par le juge sud-africain juif Richard Goldstone annonce, dans son rapport, basé sur des centaines de documents indéniables, que le régime usurpateur, lors de l'offensive de 22 jours contre la Bande de Gaza, a commis des crimes de guerre et contre l'Humanité. Walid Mohammad Ali a ajouté que Mahmoud Abbas cherchait à éclipser les crimes des sionistes contre les habitants de la Bande de Gaza en demandant le report de l'examen du rapport Goldstone mais il a échoué. En même temps, Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien a demandé au chef de l'Autorité autonome d'exhorter les Palestiniens à faire un compromis avec ce régime ou à se plier devant les demandes d'Israël. Talal Nassar, membre du bureau politique du Hamas a déclaré que les démarches de Mahmoud Abbas contre les Palestiniens ont encouragé les sionistes de poursuivre en toute impunité, leurs crimes contre les Palestiniens. Le porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum a déclaré pour sa part que Mahmoud Abbas est exposé aux affres d'une véritable crise, en raison de sa coopération avec le régime sioniste pendant la guerre de 22 jours contre la Bande de Gaza. Mahmoud Abbas a avoué vendredi, que certaines parties internationales lui avaient demandé de s'abstenir de signer l'accord de la réconciliation nationale inter-palestinien et empêcher son application. Le changement de certains articles du dit accord et la coopération de Mahmoud Abbas avec l'Egypte pour l'annulation des ailes militaires des groupes de la Résistance palestiniennes, figurent parmi tant d'autres des démarches anti-palestiniennes de Mahmoud Abbas

IRIB

24 Octobre 2009

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=26590&Itemid=0

3-5 Hassan Moali : Rapport Goldstone : La ligue arabe et le Qatar dénoncent la manœuvre en faveur d'Israël.

Pleins feux sur l'Autorité palestinienne

L'ajournement à mars 2010 de l'examen du rapport Goldstone sur les crimes de guerre d'Israël lors de sa guerre contre Ghaza, à la demande du délégué palestinien au conseil des droits de l'homme de l'ONU a mis l'autorité de Mahmoud Abbas dans de sales draps.

En effet pour une fois que l'Etat hébreu était mis en demeure de répondre de ses actes, il a bénéficié contre toute attente d'une planche de salut tendue par... l'Autorité palestinienne ! En effet et contrairement aux déclarations de son représentant à l'assemblée générale du conseil à Genève, c'est lui-même qui a demandé le report de l'examen du rapport Goldstone et non pas le groupe arabe et musulman. Le délégué de Mahmoud Abbas aurait

ainsi cédé aux pressions des Américains qui ne voulaient pas que leurs « poulains » israéliens soient accusés de crimes de guerre. L'Etat hébreu s'en était donc sorti indemne de toute condamnation avec, ironie de l'histoire, la bénédiction du représentant du peuple qu'il a pulvérisé avec ses bombes phosphoriques ! Et c'est fort logiquement que les autres factions palestiniennes ont dénoncé ce qu'elles en appellent la « haute trahison ». Pour le Hamas, le FPLP et le FDLP, l'Autorité palestinienne a « vendu la cause ». Même au sein d u propre camp de Mahmoud Abbas, le report a eu l'effet d'une bombe.

Un ministre indigné, a même démissionné de son poste en signe de protestation. Hier, c'était le tour du pourtant très « égyptien » Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe, de réitérer sa « vive indignation » de la demande du report du vote sur le rapport Goldstone sur les crimes de guerre perpétrés lors des agressions israéliennes contre Ghaza.

Feuille de route, feuille de vigne...

Dans des déclarations à la presse publiées hier au Caire, M. Moussa s'est dit « profondément indigné » de cette attitude mettant en garde contre les répercussions négatives d'une telle décision à long terme. Cette décision prise à Genève « est d'une grande gravité et tout à fait négative », a martelé M. Moussa ajoutant qu'il était « inconcevable qu'un rapport demandé par l'ONU soit établi après une enquête sur les crimes commis contre la population en Palestine, particulièrement à Ghaza et qu'il soit toujours en suspens ». « La construction des colonies se poursuit alors que le rapport Goldstone est mis à l'écart sans qu'il y ait une position arabe commune », s'est interrogé M. Moussa qui s'est félicité du rapport, d'autant que « l'absence de justice sape tout espoir de relance du processus de paix ». De son côté, l'Etat du Qatar, qui continue de casser l'unanimité arabe, a mis les pieds dans le plat en déclarant hier que c'est l'Autorité palestinienne et non les pays arabes et islamiques, qui avait demandé le report du vote sur le rapport de l'ONU fustigeant l'attitude d'Israël pendant la guerre de Ghaza. « Le délégué palestinien a demandé le report de l'examen du rapport au cours de la réunion le 2 octobre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et a informé tous les participants de sa demande », a déclaré le directeur du bureau des droits de l'homme au ministère des Affaires étrangères, cheikh Khaled Ben Jassem Al Thani.

« Nous ne serons pas plus royalistes que le roi, puisque les Palestiniens ont eux-mêmes demandé le report », a ajouté le responsable qatari dans des déclarations à la chaîne satellitaire Al-Jazira. Cheikh Khaled a démenti que la demande de report ait été formulée à la demande du groupe arabe et islamique à l'Onu, comme l'avait annoncé l'Autorité palestinienne. Il a estimé que « le vote aurait pu avoir lieu et je crois qu'une bonne occasion (de condamner Israël) a été perdue et pourrait ne pas se renouveler ». Ce feu nourri contre l'Autorité palestinienne coupable d'avoir « sauvé » Israël d'une condamnation, intervient au moment où l'armée d'occupation poursuivait hier le bouclage de la mosquée El Aqsa, à El Qods, dans le cadre de la politique israélienne de répression dans les territoires palestiniens occupés. Selon des agences de presse, qui citent des témoins, des milliers de policiers israéliens ont été déployés pour la deuxième journée consécutive autour de la mosquée El Aqsa, dans la partie orientale d'El Qods. C'est là la première « récompense » d'Israël à Mahmoud Abbas qui semble obéir une autre feuille de route que celle qui vise à prendre Israël en flagrant délit de crime de guerre.

[Hassan Moali](#)

7/10

Source : El Watan

[http://www.elwatan.com/...](http://www.elwatan.com/)

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Hassan_Moali.071009.htm

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Le Hamas : « Nous sommes l'autorité légale ».

Extrait

Interview

« Libération » a rencontré Mahmoud al-Zahar, haut responsable du mouvement palestinien.

Par **CHRISTOPHE AYAD** envoyé spécial à Gaza

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a ouvert jeudi une session extraordinaire destinée à adopter le rapport Goldstone sur l'invasion sioniste de l'hiver dernier à Gaza.

Mahmoud al-Zahar est le ministre des Affaires étrangères du gouvernement du Hamas, qui dirige la bande de Gaza.

Membre du bureau politique et parmi les dirigeants les plus influents du parti islamiste, il est considéré comme un « faucon ».

Alors que le Conseil de sécurité et le Conseil des droits de l'homme de l'ONU examinaient hier le rapport Goldstone, il revient sur la controverse qu'a occasionnée ce texte côté palestinien.

Pour *Libération*, il s'explique aussi sur les relations avec Israël, le sort du soldat franco-israélien Gilad Shalit (détenu à Gaza depuis juin 2006), l'administration Obama et la réconciliation entre le Hamas et le Fatah.

Comment réagissez-vous au rapport Goldstone ?

C'est un texte très important, qui dépasse largement les suites qui seront données au niveau des Nations unies. Mais nous ne sommes pas d'accord avec les accusations qui concernent le Hamas. Le rapport accuse le Hamas d'avoir utilisé des civils [palestiniens] comme boucliers humains et d'avoir visé des civils [israéliens]. Or tout le monde sait que lorsque l'armée israélienne a attaqué des hôpitaux ou des écoles, on n'a retrouvé aucun combattant du Hamas parmi les victimes. Quant aux attaques visant Israël, aucun civil [israélien] n'a été tué pendant la guerre.

Le point positif de ce rapport, c'est qu'il donne aux familles de Gaza - comme la famille Samouni, qui a perdu 18 de ses membres - une base pour poursuivre en justice les responsables israéliens devant les justices française, britannique ou suisse.

Comment réagissez-vous à la décision initiale de Mahmoud Abbas de reporter à mars 2010 l'examen du rapport Goldstone à l'ONU ?

Nous sommes fâchés de cette décision. Abou Mazen [*le nom de guerre de Mahmoud Abbas, ndlr*] s'est rendu coupable de deux crimes. D'abord, il a encouragé l'agression israélienne : ce sont les Israéliens eux-mêmes qui le disent et jamais le Fatah n'a démenti. Ensuite, il a empêché la communauté internationale de prendre connaissance du rapport et de poursuivre les criminels. Comment qualifier cela ? Comment voulez-vous que les gens qui ont perdu leurs proches, leurs maisons, leurs hôpitaux, leurs écoles réagissent ? Le peuple palestinien est en colère, pas seulement le Hamas. Tous les responsables du Fatah reconnaissent que cette décision était une erreur, tous sauf Abou Mazen, qui ne veut pas s'excuser et continue d'insulter le Hamas.

N'a-t-il pas fini par changer d'avis ?

Oui, mais nous avons de grands doutes. C'est peut-être un piège. Il compte sur un échec à l'ONU afin de pouvoir dire aux gens : « *Vous voyez bien, j'avais raison de ne pas demander que le rapport Goldstone soit présenté.* »

Cette controverse est-elle la seule raison de la demande par le Hamas de reporter la signature de l'accord de réconciliation interpalestinien, prévue le 25 octobre au Caire ?

Il n'y a pas de report. Le Hamas a donné son accord pour une signature le 25 octobre, il signera. Mais il faut faire la part des choses. Signer un document d'entente n'est pas difficile. Une vraie réconciliation, elle, nécessite une atmosphère appropriée. Et là, ce n'est pas le moment. Nous considérons que l'autre partie a participé à l'agression contre le peuple palestinien.

Vos relations avec l'Autorité palestinienne peuvent-elles s'améliorer ?

Qu'entendez-vous par l'Autorité palestinienne ?

L'Autorité, c'est la présidence, le Conseil législatif et le gouvernement.

Le terme du mandat d'Abou Mazen est passé depuis janvier : il n'est donc plus président d'après notre Loi fondamentale. Le Hamas détient la majorité au Conseil législatif et dirige le gouvernement. Nous sommes donc l'autorité légale.

Quels sont les obstacles à une réconciliation avec le Fatah ?

Essentiellement, l'absence de volonté politique du Fatah. L'année dernière, j'ai fait six rounds de négociations, d'une semaine chacun, avec eux. A la fin, je leur ai dit : « *Vous ne voulez pas d'une réconciliation, vous faites traîner, vous vous tirez dans les pattes ; quand vous serez prêts, appelez-nous.* » C'était il y a un an.

Mais maintenant, pourquoi sont-ils si pressés de signer ?

Parce qu'ils pensent que c'est la bouée de sauvetage qui les sortira du pétrin dans lequel ils se sont mis avec le rapport Goldstone.

Le mandat du Conseil législatif arrive à son terme en 2010. Des élections auront-elles lieu ?

Nous ferons de notre mieux, mais j'en doute fort. Abou Mazen dit qu'il veut aller aux élections. Mais la dernière fois [*en 2006, ndlr*], il a refusé les résultats, tout comme Israël, les Américains, certains pays européens et arabes. Que va-t-il se passer s'il perd à nouveau ? Cette fois-ci, il croit qu'il peut gagner en trichant et avec l'aide d'Israël. Mais si cela se passe ainsi, ce seront les dernières élections de l'histoire palestinienne.

Le blocus israélien se poursuit et pourtant le Hamas ne tire plus de roquettes vers Israël.

Pourquoi ?

Nous avons trouvé de nouvelles voies [*les tunnels, ndlr*] pour alléger nos souffrances et faire entrer des médicaments, de la nourriture, de l'essence. Ce n'est pas l'idéal, mais nous n'avons pas le choix. En outre, notre projet est de libérer la Palestine. Or il n'y a plus un seul Israélien à Gaza. Maintenant, c'est au tour de la Cisjordanie d'être libérée de l'occupation, mais qui nous en empêche ? Abou Mazen !

Qu'attendez-vous de l'administration Obama ?

Si nous avons attendu quoi que ce soit d'une administration américaine, nous aurions participé depuis longtemps au processus de paix. Nous avons aujourd'hui des preuves innombrables qu'on ne peut rien attendre de l'administration Obama. Ce n'est pas un problème de volonté personnelle, c'est le système du pouvoir américain et l'impact des lobbys qui veulent ça.

En juin, le chef du Hamas exilé en Syrie, Khaled Mechaal, se disait prêt à accepter un Etat palestinien dans les frontières de 1967 et une trêve de dix ans avec Israël. Aujourd'hui, il reparle de libérer la Palestine «de la mer [Méditerranée] au fleuve [Jourdain]». Pourquoi ce durcissement ?

Primo, Israël n'a aucun droit sur notre terre : c'est un principe idéologique non négociable. Secundo, si nous parvenons un jour à établir un Etat dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, nous pourrions proposer une trêve. Mais nous ne reconnaitrons pas Israël et nous ne demanderons pas à Israël de nous reconnaître.

Dernièrement, plusieurs mesures ont été prises pour obliger les femmes et les collégiennes à porter le voile ou interdire aux hommes de se baigner torse nu. Pourquoi ?

C'est une question d'uniforme, c'est tout. Vos avocats, vos étudiants, vos députés doivent respecter des règles vestimentaires. Chez nous aussi. Quant aux plages, nous avons nos traditions, c'est tout. Mais nous ne forçons personne.

Le Hamas pourrait-il un jour proclamer un Etat palestinien dans la seule bande de Gaza ?

Pourquoi ferions-nous cela ?

Pour justifier les fantasmes des Occidentaux sur «l'émirat de l'obscurantisme» ?

Les Palestiniens croient en leur patrie, pourquoi y renonceraient-ils ?

En attendant, nous sommes le gouvernement officiel de la Cisjordanie et de Gaza. C'est notre travail de gouverner, de faire régner la sécurité, d'assurer la santé, de rendre la justice.

Des négociations semblent bien engagées sur le sort du soldat Gilad Shalit. Quelles conditions le Hamas pose-t-il à sa libération ?

Des négociations sont en cours par l'intermédiaire des Allemands, je ne peux rien dire de plus.

Nous avons un but noble, qui est de libérer les 11 000 prisonniers palestiniens détenus en Israël.

Cela justifie tous les moyens licites, y compris négocier indirectement avec Israël, que ce soit via l'Allemagne ou l'Egypte. Mais j'ai de grands doutes sur la volonté d'Israël d'aboutir.

16/10/

<http://www.liberation.fr/monde/0101597362-le-hamas-a-gaza-nous-sommes-l-autorite-legale>

4-2 Gaza et Israël : Navi Pillay appelle à mettre fin à l'impunité.

Une « culture d'impunité continue dans les territoires du droit international humanitaire et des droits de l'homme, a regretté jeudi la Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay.

Mme Pillay, qui s'exprimait devant le Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève, a réitéré son soutien aux recommandations du rapport remis par le juge Goldstone en sa qualité de chef de la Mission d'établissement des faits sur les violations commises par toutes les parties lors du conflit à Gaza de décembre 2008 et janvier 2009. Elle a souligné la nécessité « pour toutes les parties de mener des enquêtes impartiales, indépendantes, rapides et efficaces sur les violations des droits de l'homme signalées, conformément au droit international ».

La Mission d'établissement des faits a mis en lumière un certain nombre de cas concrets imputables à l'armée israélienne et à des groupes palestiniens dans le territoire de Gaza qui reste sous contrôle du Hamas. Elle a recommandé que le Conseil de sécurité se saisisse de la question et intime aux parties l'ouverture d'enquêtes, à défaut de quoi, dans les six mois, il devrait référer la situation à la Cour pénale internationale (CPI). Le Conseil de sécurité ne s'est pour l'instant réuni que de façon informelle sur la question. « La recherche des responsables des violations du droit international humanitaire et des droits fondamentaux n'est pas un obstacle à la paix mais au contraire constitue la condition préalable sur la base de laquelle la confiance et en fin de compte une paix durable pourra être édiflée », a insisté Navi Pillay.

Elle a déploré le recours à la détention de prisonniers dans le cadre de la justice militaire « qui ne répond pas aux normes de base de droit international dans la conduite d'un procès ».

La Haut commissaire a déploré les récents incidents sur le mont du Temple, aussi connu sous le nom d'esplanade des Mosquées, à Jérusalem, appelant Israël à laisser les Palestiniens accéder aux lieux saints. Elle a aussi regretté la poursuite des démolitions de maisons de familles palestiniennes à Gaza. Elle a enfin appelé à mettre fin au blocus de Gaza, où le niveau de vie continue de se dégrader, et qui constitue une punition collective.

Par ailleurs, jeudi également, l'actrice américaine Mia Farrow et l'acteur égyptien Mahmoud Kabil, tous deux ambassadeurs de bonne volonté

du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ont achevé une visite de deux jours à Gaza.

« Les enfants paraissent traumatisés », a déclaré Mia Farrow. « Les enseignants disent que lorsqu'ils entendent un grand bruit ils regardent vers le ciel et crient et pleurent. Ils ne savent pas ce qui les attend.

Ils méritent mieux que ça », a-t-elle insisté.

Les ambassadeurs de bonne volonté ont appris que de nombreux enfants sont maintenant obligés de travailler au percement de tunnels servant au trafic de biens vers Gaza, afin de soutenir leurs familles.

Mia Farrow se rendra ensuite à Sderot, la ville du sud d'Israël la plus souvent visée par les roquettes en provenance de Gaza.

Gaza fait 45 km de long et 12 km de large et abrite une population de 1,5 million de personnes, dont plus de la moitié sont des enfants. Les hostilités de 2008/2009 ont fait plus de 1.400 morts à Gaza, dont 350 enfants, et plus de 5.000 blessés, dont 1.600 enfants.

15 octobre 2009

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=20357&Cr=Gaza&Cr1>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

5-1 Le point de vue du Hamas sur l'ajournement du vote sur le rapport Goldstone.

Communiqué de presse

Le comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies a décidé de remettre au mois de mars de l'année prochaine 2010 le vote sur le rapport de Goldstone.

Un responsable du mouvement de la résistance islamique Hamas a commenté cette décision, dans les points suivants :

Premièrement : Le mouvement du Hamas condamne l'ajournement du vote sur le rapport Goldstone qui condamne l'Entité sioniste pour ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité pratiqués durant la guerre agressive menée contre notre peuple palestinien de la bande de Gaza, à la fin de l'année 2008. Cet ajournement représente un réel scandale pour la communauté internationale dans le domaine des droits de l'homme, l'homme en général et l'homme palestinien en particulier.

Notre peuple sans arme est le sujet d'un terrorisme prémédité et systématique des plus affreux de la part de l'occupation israélienne. Les occupants israéliens vont loin dans leurs crimes, en comptant sur la communauté internationale qui n'assume pas ses devoirs. Tout cela met un grand point d'interrogation sur la crédibilité des Nations Unies.

Deuxièmement : Nous condamnons la position prise par Mr Mahmoud Abbas, dont le mandat avait pris fin, qui a appelé à l'ajournement du vote au profit de la décision, une décision pourtant saluée par la majorité des pays membres. Abbas s'est montré inquiet pour les efforts donnés au service de la paix !

Notre peuple se pose des questions sur l'utilité de l'opération dite de paix, l'opération ne faisant qu'altérer ses droits depuis deux décennies.

Nous considérons irresponsable la position d'Abbas. Cette position n'est qu'une couverture donnée à l'occupant pour qu'il puisse esquiver son jugement et celui de ses criminels devant le tribunal pénal international. Et cela ne fait que pousser l'occupant à commettre plus de crimes contre notre peuple.

Troisièmement : Nous condamnons et trouvons étonnante la position des Etats-Unis.

Ils mettent tout leur poids pour ajourner le vote sur le rapport Goldstone, au moment où le président Barak Obama parle de son soutien aux droits de l'homme.

En adoptant une telle position, l'administration américaine sera accusée d'appliquer une politique de deux poids deux mesures, dès qu'une affaire touche l'occupation sioniste. Ainsi, un grand doute enveloppera son rôle dans

Le bureau d'information (Hamas-Palestine)

Source : CPI

Le vendredi 13 chaoual 1430

l'opération politique de paix, cette administration en étant le parrain.

Le 2 octobre 2009

<http://www.palestine-solidarite.org:80/communiqued.Hamas.021009.htm>

5-2 Leila Mazboudi : Les sales dessous du report de l'examen du rapport

Goldstone. De scandale en scandale, grâce entre autre aux mèches jetées sournoisement par les Israéliens, la responsabilité de l'Autorité palestinienne (AP) et de Mahmoud Abbas s'affirme de plus en plus dans le report de l'examen du rapport Goldstone sur les crimes israéliens contre la Bande de Gaza.

Selon l'agence de presse palestinienne "Shéhab", citant des sources à Washington, puis relayé par le quotidien israélien Maariv, Abbas s'est plié aux sommations israéliennes de reporter l'examen de ce rapport par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies lorsque les dirigeants israéliens l'ont menacé de révéler au grand jour, devant l'organisation onusienne et les médias internationaux son soutien à l'offensive israélienne contre la Bande de Gaza "Plomb durci", pour mettre fin au Hamas. Un colonel israélien, Élie Éfrahim, rapporte l'agence, s'était présenté chez les dirigeants palestiniens, alors que les coulisses des Nations Unies se préparaient à l'examen du rapport. À partir de son ordinateur, il leur a montré deux enregistrements, l'un vidéo et l'autre vocal.

Le premier montrant Abbas en s'attelant à persuader Ehud Barak (qui était alors ministre de la sécurité intérieure) en présence de Tzipi Livni, la chef de la diplomatie, de poursuivre l'offensive.

L'autre renvoyant la voix de Tayeb AbderRahim, le secrétaire général de la présidence palestinienne, lors d'un contact téléphonique avec le directeur du bureau du chef d'état major, Dov Weissglass, expliquant que les circonstances étaient propices pour que "l'armée israélienne investisse les deux camps de Jabalia et de Chati dans la Bande, pour contraindre le Hamas à céder".

Les sources à Washington rapportent aussi des propos de Weissglass, selon lesquels il aurait dit qu'une telle mesure pourrait tuer beaucoup de civils"; et ceux d'AbderRahim qui aurait rétorqué:" Ils ont tous voté pour le

Hamas, ce sont eux qui ont ainsi choisi leur sort et pas nous".

Le colonel Efraham aurait même demandé un engagement écrit pour n'accorder aucune autorisation aux pays arabes pour faire passer le rapport en question.

Quoique cette version des faits n'exclut pas l'autre marchandage véhiculée par les médias israéliens, liant la suspension de l'examen à l'obtention d'un deuxième réseau de téléphonie mobile, mais son impact ne peut qu'être renforcé.

Elle permet d'abord d'impliquer les Palestiniens de l'Autorité palestinienne dans l'offensive " Plomb durci" et d'alléger en conséquence la responsabilité des militaires israéliens. Le chef de la diplomatie israélien Avigdor Lieberman s'était d'ailleurs dernièrement offusqué contre la politique de l'AP de traduire devant la Justice internationale des généraux et des responsables militaires israéliens, sous peine de crimes de guerre.

Leur divulgation devrait aussi creuser encore plus l'écart entre le Fatah et le Hamas qui se préparaient à un nouveau round de négociations qui s'annonçaient plus positives.

Mais, elle montre surtout que les Israéliens n'ont pas tenu parole, et ont violé l'engagement du marchandage, en divulguant par sources américaines interposées, le contenu des deux enregistrements.

Au mépris de dénuder Abbas encore plus devant les siens.

Leila Mazboudi

Mercredi 7 Octobre 2009

<http://www.almanar.com.lb>

http://www.alterinfo.net/Les-sales-dessous-du-report-de-l-examen-du-rapport-Goldstone_a37668.html

5-3 Pierre Stambul : "Ce qui vient de se passer est pire qu'une erreur d'analyse."

Entretien accordé par Pierre Stambul, de l'Union juive française pour la paix, au "Le jour d'Algérie"

Vous avez été parmi les nombreuses personnes, dont des Juifs, ayant condamné cette guerre et soutenu la population de Gaza. Quel est votre sentiment par rapport à la réalisation de ce rapport ?

Une des principales causes de cette guerre qui dure depuis des décennies, c'est l'impunité des dirigeants israéliens. C'est le fait qu'à diverses périodes de l'histoire, ils ont pu violer frontalement le droit international, tuer sans procès, « nettoyer ethniquement » des territoires, interdire aux Palestiniens le retour dans leur pays, raser le Sud-Liban ou commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité à Gaza. Il n'y a jamais eu de sanctions alors que partout dans le monde, des dirigeants ou des Etats ont été sanctionnés pour moins que cela. Pour l'establishment israélien, l'absence de sanctions équivaut à un permis de tuer, au permis « d'achever la guerre de 48 » comme ils le disent si bien en « transférant » les Palestiniens au-delà du Jourdain. Faute de sanctions, les dirigeants israéliens peuvent continuer face à leur opinion publique à se considérer comme des victimes.

À propos du rapport Goldstone, il faut savoir que son auteur est un Juif sud-africain réputé favorable au sionisme. Mais à la suite du travail tenace et très précis qu'il avait fait contre les criminels de guerre en ex-Yougoslavie ou au Rwanda, Richard Goldstone a fait un travail extrêmement sérieux.

Pour les Palestiniens, il y a une répétition de vexations qu'ils ont déjà subies : après la catastrophe (Naqba) de 1948, ils avaient été nombreux à témoigner, à expliquer leur souffrance ou le fait que leur expulsion avait été délibérée et organisée. Il aura fallu attendre l'ouverture des archives israéliennes et la confirmation de cette expulsion par les historiens israéliens pour qu'ils soient enfin crus. À propos des crimes commis à Gaza, tous les témoignages palestiniens ont montré que les Israéliens avaient délibérément frappé des zones civiles, massacré des réfugiés, utilisé des armes interdites, tiré contre les hôpitaux. « Propagande », répondaient les dirigeants israéliens. L'importance du rapport Goldstone, c'est qu'il confirme toutes les accusations. Et il donne une matière juridique pour inculper les dirigeants israéliens civils (Livni, Barak, Olmert ...) ou militaires (Ashkénazi, Yaalon ...).

Quel est votre sentiment par rapport au report de son étude par l'assemblée générale de l'ONU ?

Je partage totalement l'étonnement et la colère de toutes les ONG palestiniennes. Il y avait avec le rapport Goldstone une occasion unique de démontrer aux yeux de tous qu'Israël a un comportement d'Etat voyou. Il y avait une occasion unique de traîner en justice les responsables du massacre de Gaza. Il faut savoir que les Israéliens voyagent beaucoup et que 15% d'entre eux vivent à l'étranger. Ils sont politiquement, économiquement ou moralement extrêmement sensibles à ce qui se dit d'eux. La prise en compte du rapport Goldstone aurait pu (et aurait dû) être un tournant majeur annonçant l'isolement de ce pays et l'inculpation de ses dirigeants. On pouvait espérer que, comme Pinochet arrêté en Angleterre pour ses crimes commis au Chili, des dirigeants israéliens seraient enfin appelés à répondre de leurs crimes. On vient d'assister à un terrible gâchis, aux conséquences graves, qui nous ramène en arrière et qui offre une victoire facile à Nétanyahou.

Certains ont accusé la direction politique palestinienne de "trahison" après ce report ?

Que s'est-il réellement passé selon vous pour que ce rapport ne soit pas discuté en cette date à l'assemblée générale de l'ONU ?

Il n'est pas facile pour une association juive française de dire qui sont les bons ou les mauvais Palestiniens. Mais la décision politique de l'Autorité Palestinienne de contribuer à enterrer le rapport Goldstone est à la fois une catastrophe et une faute politique majeure. Notre sentiment est partagé par toutes les ONG palestiniennes, par les milliers de manifestants qui ont essayé de défilé à Ramallah, et bien sûr par les survivants de Gaza pour qui

ce report est une insulte.

En privé, j'ai pu à plusieurs reprises discuter avec des dirigeants palestiniens liés à l'Autorité Palestinienne. Ils sont les premiers à dire que les concessions à sens unique, les pseudo négociations où l'on ne discute que de la sécurité de l'occupant et les négociations parrainées par les Etats-Unis, ne mènent nulle part et tournent le dos à une paix juste. En public, la seule voix qu'on entend du côté de l'Autorité Palestinienne, c'est celle d'une bourgeoisie proaméricaine qui se fait aujourd'hui traiter de « collabo » par de nombreux Palestiniens.

Déjà le congrès du Fatah à Bethléem avait donné l'image assez triste de délégués, arrivant en voiture de luxe, coupés de leur peuple, insensibles à la colère montant y compris de la base de leur parti et réaffirmant une stratégie de soumission à l'Amérique.

Qu'est-ce qui a dû se passer ? Les Israéliens ont dû dire que si l'Autorité appuyait le rapport Goldstone, ce serait la fin du « processus de paix ». Comme si ce processus existait. Nétanyahou a fait sa campagne électorale sur une agression « préventive » contre l'Iran en passant sous silence toute évocation de négociations. En bon héritier de Jabotinski qui fut il y a 80 ans l'idéologue de la conquête sioniste, il est pour le « transfert », c'est-à-dire l'expulsion des 5 millions de Palestiniens qui vivent en Palestine au-delà du Jourdain. Il veut tout garder : Jérusalem, les colonies, la vallée du Jourdain.

Comment l'Autorité Palestinienne peut-elle faire croire à un quelconque processus de paix ? Il y a là, pour le moins, une méconnaissance complète du sionisme et de sa stratégie. On peut imaginer que l'Autorité Palestinienne joue la carte Obama en espérant qu'après le discours du Caire, celui-ci finira par faire pression sur les dirigeants israéliens. C'est l'inverse qui se passe et ce sont les Etats-Unis qui font pression sur l'Autorité Palestinienne pour qu'elle renonce sans avoir rien obtenu en échange à ce que la Justice internationale fasse appliquer le droit.

Ce qui vient de se passer est pire qu'une erreur d'analyse. Seuls le boycott, le désinvestissement, les sanctions, les poursuites juridiques contre les dirigeants, l'isolement politique, moral et économique d'Israël peuvent débloquer la situation et obliger la société israélienne à changer de cap. Avec le rapport Goldstone, cet objectif était facilité.

Je ne parle pas des centaines de milliers de victimes de Gaza pour qui ce report est une horreur et une forme de négationnisme de ce qu'ils ont subi.

L'étude de ce rapport par l'assemblée générale de l'ONU aurait-elle, d'après vous, pu arriver à une condamnation de cette guerre par l'opinion publique internationale et l'institution onusienne ?

Oui, bien sûr. Depuis la guerre du Liban et encore plus depuis le massacre de Gaza, les opinions publiques évoluent. On voit des associations de la société civile, des syndicats se rallier à l'idée du boycott d'Israël. Plus personne ne peut ignorer l'occupation et le maintien contre la Palestine d'une domination de forme coloniale. Plus personne ne peut ignorer que les dirigeants israéliens ont choisi la fuite en avant, l'annexion et l'occupation sans fin. Les opinions publiques ont fortement évolué alors que les gouvernements, surtout en Europe, ont fait la démarche inverse. Une condamnation juridique internationale des crimes de guerre israéliens serait le moyen d'obliger ces gouvernements à cesser ce soutien indigne, au colonialisme et à la destruction de la Palestine. Sur l'institution onusienne, je suis personnellement critique. C'est par un vote de l'ONU que l'Etat d'Israël a été créé, mais l'ONU n'a jamais été capable d'imposer le droit au retour des Palestiniens ou l'évacuation des territoires occupés. Cette impuissance interroge.

L'étude de ce rapport aurait-il pu, comme le disent certains responsables israéliens, porter préjudice à la relance des négociations de paix ?

J'ai envie de dire, c'est quoi la paix ? Quand les dirigeants israéliens parlent de paix, ça veut dire souvent « foutez-nous la paix ». Il y a 60 ans, la grande majorité des Palestiniens a été expulsée de son pays. Négocier la paix, c'est reconnaître ce « crime fondateur » et examiner par la négociation les moyens de « réparer ». Cela ne peut se faire que sur la base du droit international et d'une totale égalité des droits dans la région. Jamais, les négociations n'ont été faites sur cette base et c'est la raison de l'échec total du processus d'Oslo. Négocier en parlant de la sécurité de l'occupant et en n'attaquant pas frontalement les questions de l'occupation, des colonies, des prisonniers ou des crimes commis ne mène nulle part. Tous les gouvernements israéliens veulent imposer comme préalable le fait accompli. Sur cette base-là, une fois de plus on exigera une capitulation des Palestiniens et s'ils refusent (comme Arafat à Taba et Camp David), on les condamnera à mort et on cherchera des dirigeants plus dociles. Ce n'est pas une « relance des négociations de paix » qu'il faut viser. C'est l'application du droit international qui fixera les bases de la négociation.

En ce qui concerne le gouvernement actuel en Israël, il est clair qu'il ne voudra jamais d'une paix qui soit autre chose qu'une capitulation. Il saura courber la tête s'il se fâche avec Obama en consolidant le fait accompli et en attendant des jours meilleurs. Négocier avec lui sans rapport de force est une illusion dangereuse.

Quelle est la position de l'Union Juive Française pour la Paix, dont vous êtes membre, par rapport à ce rapport de l'ONU ?

L'Ujfp a salué l'honnêteté et la rigueur de ce rapport. Une analyse de ce rapport figure sur notre site ujfp.org. La militante qui a écrit cette analyse avait fait partie d'une mission à Gaza juste après le massacre. Le contenu du rapport confirme complètement tout ce qu'elle-même avait pu observer et tous les témoignages reçus. L'Ujfp s'est toujours battue pour que les criminels soient jugés. Nous soutenons à la fois les initiatives symboliques comme le tribunal Russell et les recours auprès de la Cour Pénale Internationale, que ce soit à propos de la guerre du Liban ou du massacre de Gaza.

Comment qualifiez-vous les événements et les affrontements qui se déroulent, actuellement, autour de la mosquée Al Aqsa en Palestine ?

Cela fait partie de la fuite en avant des dirigeants israéliens. Ce qui se passe rappelle la provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées qui avait déclenché ce qu'on appelle la deuxième Intifada.

La guerre du Proche-Orient n'est pas une guerre religieuse et les fondateurs du sionisme n'étaient pas croyants pour la plupart. Mais, surtout depuis 1967, il existe en Israël un courant « national religieux », hégémonique chez les colons et représentant près d'un quart de la société israélienne. Ces intégristes font une lecture littérale de « la Bible ». Pour eux, Dieu a donné cette terre aux Juifs et les Palestiniens sont des Amalécites, ce qui signifie qu'on peut « les tuer, ainsi que leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux ». Les plus extrémistes voudraient faire sauter les mosquées pour reconstruire le temple. En fait, pour un Juif religieux, prier sur l'esplanade du temple n'a strictement aucun sens. Il s'agit, une fois de plus, de l'exploitation de la religion à des fins politiques et coloniales. Il s'agit surtout, par la provocation contre tous les Musulmans, de repousser durablement toute issue politique.

Quelles seraient les visées des autorités israéliennes quant aux travaux menés autour de ce lieu sacré ?

Quelles seraient les visées de ces mêmes autorités quant à l'interdiction faite à des Palestiniens d'y accomplir leurs prières ?

Jérusalem est depuis des siècles une ville où vivent des Musulmans, des Juifs, des Chrétiens et qui abrite les lieux saints de ces trois religions. Depuis 1967, le vote par la Knesset (la Parlement israélien) de l'annexion de Jérusalem Est et l'extension de la ville qui s'étend désormais sur 4% de la Cisjordanie depuis Ramallah jusqu'à Bethléem, l'obsession des dirigeants israéliens est de « judaïser » la ville. Les destructions de maisons et l'extension des colonies intégrées dans Jérusalem sont permanentes. Les provocations sur l'esplanade des mosquées prolongent ce processus. Le même processus a déjà été à l'œuvre à Hébron où plusieurs centaines de colons extrémistes sont installés depuis de nombreuses années (sous protection permanente de l'armée israélienne) en plein cœur de la ville. On se souvient du massacre commis dans le Caveau des Patriarches et de la popularité de l'assassin parmi les colons.

Les autorités israéliennes proclament partout que Jérusalem est leur capitale (alors que la plupart des ambassades sont à Tel-Aviv) et font de Jérusalem la base arrière de l'annexion de la Cisjordanie. Pour eux, l'afflux de pèlerins musulmans est un problème et tout est fait pour limiter ou interdire leur présence. Quant aux fouilles menées en permanence sous l'esplanade du Temple, avec le danger de graves dommages sur les Lieux Saints, elles ont aussi une cause beaucoup moins connue. Les sionistes et l'histoire officielle enseignée en Israël affirment que ce pays reconstitue l'ancien royaume unifié de David et Salomon. Or tous les archéologues (y compris les plus grands archéologues israéliens qui l'ont écrit dans le livre « La Bible Dévoilée ») ont montré qu'à l'époque de Salomon, Jérusalem n'était qu'un village et donc que cette histoire est un mythe. Il y a un enjeu idéologique pour le gouvernement israélien à prouver le contraire. D'où la multiplication des fouilles. Hélas pour eux, la réalité est têtue et ils n'ont rien trouvé.

Le président de l'Autorité Palestinienne a déclaré que les pays arabes étaient informés et consentants quant au retrait de ce rapport de l'assemblée générale de l'ONU. L'Égypte l'a contredit en annonçant que ce pays n'était pas informé. Qu'en est-il exactement, selon vous ?

Tout le monde se renvoie la balle et c'est assez consternant. Les pays arabes et en particulier l'Égypte ont eu dans la dernière période un comportement de complices de l'occupant. Il n'y aurait pas de blocus de Gaza si l'Égypte qui contrôle le passage de Rafah n'y participait pas. Les pays arabes (je parle des gouvernements, pas des peuples) pourraient faire 100 fois plus, politiquement et économiquement, s'ils étaient réellement solidaires de la Palestine. Cette duplicité est hélas ancienne et quand on examine le rôle des armées arabes pendant la guerre de 1948, on constate qu'elles se battaient pour leurs propres intérêts mais pas pour défendre la Palestine. Dans cette affaire du rapport Goldstone, la responsabilité de l'Autorité Palestinienne ne fait pas de doute et encore une fois, c'est pire qu'une erreur. Cela tourne le dos à la nécessité absolue de la période : isoler et sanctionner l'occupant.

Pierre Stambul

(Membre du Bureau National de l'Union Juive Française pour la Paix)

Vendredi 9 Octobre 2009

<http://www.aloufok.net/spip.php?article946>

http://www.alterinfo.net/Pierre-Stambul-Ce-qui-vient-de-se-passer-est-pire-qu'une-erreur-d-analyse_a37758.html

5-4 Helena Cobban Moyen-Orient : la stratégie américaine en proie au doute face à la perte de popularité d'Abbas.

Voici tout juste deux mois, beaucoup de commentateurs occidentaux jubilaient de voir Mahmoud Abbas, chef à la fois de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et de l'Autorité Palestinienne (AP) intérimaire, basée à Ramallah, faire son comeback et réduire l'influence du Hamas au sein de la société palestinienne.

Seulement voilà : ces dernières semaines, des événements en série ont fait littéralement plonger le niveau du soutien populaire à Abbas. Le plus graves de tous fut la réaction, chez les Palestiniens, à une décision d'ajournement prise par Abbas concernant le rapport Goldstone sur les atrocités commises durant la guerre Israël-Gaza (sic) durant l'hiver dernier.

Richard Goldstone, un juriste sud-africain éminent, et procureur en matière de crimes de guerre, a présenté ledit rapport devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'Onu, à Genève, le 29 septembre ; il contenait la recommandation, adressée à ce Conseil, de transmettre les conclusions détaillées et surabondantes concernant les exactions des deux parties (sic) au Conseil de sécurité, en vue d'éventuelles suites à y donner.

Mais alors que le Conseil des DH examinait le rapport, le 1er octobre, le représentant de l'OLP exigea qu'il ajourne sa décision jusqu'au mois de mars, avant toute démarche supplémentaire.

La plupart des Palestiniens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur patrie historique, furent ulcérés.

Ils ont exigé de savoir qui avait pris une telle décision, et pour quelle raison. Les soupçons se portèrent très vite sur Abbas soi-même – et ils ne furent en rien allégés par sa déclaration hâtive selon laquelle le mouvement Fatah, qu'il dirige, mettrait sur pied sa propre commission d'enquête interne afin de découvrir de quelle manière cette décision a été prise.

Les médias palestiniens ont fourni deux explications – sans doute se recoupant en partie – sur ce qui aurait persuadé Abbas – ou quelqu'un d'extrêmement proche de celui-ci – de bloquer toute action rapide au sujet du rapport Goldstone.

Une de ces explications tournait autour d'appâts financiers qu'Israël a fait miroiter à une entreprise palestinienne ayant ses entrées à Ramallah, désireuse d'acquérir les faisceaux hertzliens (oups : hertziens !, ndt) lui permettant de mettre sur pied un nouveau réseau de téléphonie cellulaire.

Une autre explication, émanant de l'agence d'information Shahab, avait trait à des formes différentes, sans doute encore plus insidieuses, de chantage israélien.

L'Agence Shahab a en effet fait savoir que des représentants de l'AP/OLP, ici, à Washington, furent convaincus de la nécessité de laisser tomber toute action précipitée sur le rapport Goldstone après qu'on leur eut montré et fait entendre une vidéo et un document audio, qui auraient été enregistrés durant la guerre de l'hiver dernier, dans lesquels Abbas et un de ses conseillers clés en matière de sécurité, Tayyib Abdul-Rahim, suppliaient l'un comme l'autre les dirigeants sionistes de poursuivre, et même d'intensifier leur agression contre Gaza.

Ces allégations ont fait tilt chez de très nombreux Palestiniens qui, durant la guerre, avaient remarqué le refus de la plupart des membres du corps diplomatique pléthorique de l'OLP de dire ou de faire quoi que ce soit qui eût été de nature à contrarier le pilonnage interminable et particulièrement meurtrier de la population de Gaza, composée d'une écrasante majorité de civils, par la soldatesque israélienne.

En Cisjordanie, sur ces entrefaites, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (sic)(commandée en partie par l'Abdul-Rahim en question) réprimaient la plupart des manifestations qui avaient spontanément surgi contre la guerre, et elles arrêtaient des centaines de militants de la solidarité avec Gaza.

Difficile de dire si le gouvernement israélien voit dans la mise au pilori politique d'Abbas, à la suite de sa décision sur le rapport Goldstone, quelque chose de « bon pour les sionistes », en ceci qu'elle réduit la capacité d'Abbas de négocier au nom de l'ensemble du peuple palestinienne, ou bien quelque chose de regrettable, étant donné l'extrémisme de l'opposition d'Abbas au Hamas ; mais cette mise au pilori, aux yeux d'Israël, était de toutes les manières nécessaire, car c'était un des moyens dont il disposait pour s'assurer du blocage du processus que le rapport Goldstone n'allait pas manquer d'enclencher.

Une chose est claire, en revanche : le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pensait très sérieusement à bloquer toute prise en considération du rapport Goldstone par le Conseil de sécurité.

Les porte-parole du gouvernement israélien ont lâché des torrents de boue contre Goldstone, qui est juif et que sa fille présente pourtant comme un sioniste invétéré.

L'ambassadeur de Netanyahu à Washington, Michael Oren, a déclaré jeudi dernier que le rapport Goldstone était plus insidieux que le négationnisme de l'Holocauste par le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Si les recommandations de Goldstone devaient être retenues par la communauté internationale, a ainsi déclaré Oren, cela paralyserait les démocraties occidentales, qui ne seraient plus en mesure de se défendre contre le terrorisme.

Il a aussi relevé l'« intense coopération » dont a bénéficié son gouvernement de la part de l'administration de Barack Obama dans le déminage du « danger » que représentait, à ses yeux, le rapport Goldstone tant pour Israël que pour [le reste de] l'Occident.

Oren et Netanyahu sont sans doute satisfaits d'avoir pu repousser ce « danger ». Mais la manière cavalière dont ils – et apparemment, avec eux, certains responsables américains – ont traité Abbas dans cette affaire a considérablement compliqué le projet de jeu diplomatique que l'administration Obama semblait suivre jusque-là, qui reposait dans une très large mesure sur le renforcement du poids politique d'Abbas et du Fatah par rapport à (et au détriment de) celui du Hamas.

C'est donc l'équilibre politique qui a vient d'être bouleversé – sans doute de manière décisive.

C'est un grand changement par rapport au début du mois d'août, où Abbas avait été applaudi par les dirigeants occidentaux pour avoir organisé avec succès une « conférence générale » du Fatah – la première réunion de cette importance de ce mouvement depuis vingt ans.

La combinaison entre la conférence du Fatah couronnée de succès et les perfusions de finances occidentales dans les veines de l'Autorité palestinienne, où ce fric est contrôlé à la fois par Abbas et son technocrate de Premier ministre pro-occidental Salam Fayyad, ont amené certains gouvernements occidentaux à s'illusionner

quant au fait que ces deux hommes auraient été désormais à même de marginaliser le Hamas et de lui faire perdre tout impact réel sur les négociations de paix.

Désormais, ce plan semble bien moins réalisable. La position d'Abbas été fragilisée non pas seulement par les décisions qu'il a prises tout récemment en ce qui concerne le rapport Goldstone, mais aussi par la stagnation totale de la diplomatie de paix de Washington, par l'échec de Washington à obtenir un gel de la colonisation de la part de Netanyahu, comme il avait promis de le faire et, enfin, par la manière humiliante dont Abbas fut contraint à s'engager dans une réunion « à trois voies » avec Netanyahu et Obama, à l'Assemblée générale de l'Onu, à la fin du mois de septembre.

L'envoyé spécial d'Obama George Michell rentrera vendredi de Jérusalem, à la fin de sa septième ou huitième tournée de navette rapide dans l'ensemble de la région israélo-arabe. Samedi, il sera à Ramallah. Sherine Tadros, une journaliste de la chaîne satellitaire *Al-Jazeera*, a rapporté depuis Jérusalem Est que les Palestiniens de cette ville « *sont très inquiets, en colère, et ils sont de plus en plus déçus par l'approche américaine, qui n'apporte strictement rien de nouveau sur la table [des négociations]* ».

En même temps, l'on évoque avec de plus en plus d'insistance, tant chez les Palestiniens que chez nombre d'Israéliens, la possibilité d'une nouvelle intifada. Si cela arrive, l'étincelle sera fort vraisemblablement la vague massive de colonisation et d'activités connexes qu'ont entreprises les autorités israéliennes à Jérusalem Est. De hauts diplomates de pays arabes voisins ont averti qu'étant donné la signification insigne de Jérusalem pour les Arabes et pour les musulmans du monde entier, les effets d'une nouvelle intifada centrée sur la question de Jérusalem risqueraient de se faire ressentir bien au-delà de la Palestine.

Le dernier ouvrage de l'analyste politique Helena Cobban est *The Israeli-Syrian Peace Talks: 1991-96 and Beyond* (U.S. Institute of Peace, 2000.).

Son site ouébe personnel est à l'adresse ci-après : <http://helenacobban.org/home.html>

Helena Cobban

Lundi 12 Octobre 2009

Source : Australia.to

Traduction : Marcel Charbonnier

<http://ism-france.org/>

6 Annexe : Israël

6-1 Rapport de Goldstone adopté.

"Le gouvernement de l'occupation israélienne a été heurté par une coriace défaite diplomatique, suite de l'adoption, à une large majorité, vendredi à Genève, le rapport du haut Juge juif Richard Goldstone sur les crimes israéliens, au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU", ont rapporté des médias.

Des sources proches à la Knesset ont souligné que le Premier ministre de l'occupation israélienne, Benjamin Netanyahu a demandé, hier, le mardi 20/10, à son gouvernement d'accéder à des idées bien appréciées pour amender les lois internationales de la guerre, en contestation à l'adoption du rapport Goldstone qui condamne les forces armées sionistes d'avoir commis, l'hiver dernier, d'horribles crimes de guerre, contre la population civile de Gaza.

"Aucune discussion n'a été tenue pour la création éventuelle d'une commission d'enquête sur la campagne de l'armée israélienne, dans la bande de Gaza, mais le cabinet de sécurité israélien s'est réuni pour débattre des conséquences du rapport Goldstone", ont affirmé les sources officielles sioniste, en niant la propagande des médias à propos de la création d'une commission d'enquête sioniste.

En outre, les médias ont propagé, selon le communiqué du cabinet sécuritaire que le Premier ministre a exigé aux organes gouvernementaux compétents d'évaluer une initiative pour amender la législation internationale sur la guerre.

"Netanyahu a pris considération d'attribuer à cette initiative, pour l'adaptation à l'expansion du terrorisme mondial", ont rapporté les sources, en faisant allusion aux ennuis réels des dirigeants sionistes face aux recommandations du rapport de Goldstone, affirmant qu'il tente par tous les moyens de le paralyser, afin qu'il ne soit pas approuvé encore au Conseil de sécurité de l'ONU, ni transmis à la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye, pour poursuivre les criminels dirigeants israéliens.

Autorité Palestinian 'L

21/10/2009

<http://www.moi.gov.ps/Fr/?page=633167343250594025&Nid=12334>

http://www.alterinfo.net/Goldstone-la-guerre-sioniste-etait-une-punition-collective-contre-les-habitants-de-Gaza_a38238.html

6-2 Israël met en garde contre l'examen du rapport Goldstone à l'Onu.

Israël a mis en garde vendredi contre l'examen par le Conseil de sécurité des Nations unies du rapport de l'Onu l'accusant de crimes de guerre dans la bande de Gaza.

Le rapport Goldstone accuse à la fois Israël et l'organisation intégriste palestinienne du Hamas de crimes de guerre durant les combats dans la bande de Gaza, mais c'est l'Etat juif qui est le plus durement critiqué. Pendant

cette guerre, qui a commencé fin décembre dernier et a duré trois semaines, 1.387 Palestiniens et 13 Israéliens ont été tués.

"Si le rapport Goldstone aboutit devant le Conseil de sécurité, cela nuira à la possibilité d'avancer dans le processus politique (de paix) avec les Palestiniens", a déclaré à la presse le vice-Premier ministre israélien Silvan Shalom, après avoir rencontré le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, à New York.

Silvan Shalom a jugé le rapport Goldstone "inacceptable, partial".

Dans son rapport, Goldstone recommande au Conseil de sécurité des Nations unies de saisir la Cour pénale internationale de La Haye (CPI), pour les questions de crimes de guerre, au cas où les deux parties, Israël et Hamas, ne mèneraient pas elles-mêmes, dans un délai de six mois, des enquêtes jugées crédibles.

Silvan Shalom a fait valoir qu'Israël avait déjà enquêté sur les accusations visant son offensive et n'avait pas de conseils à recevoir pour ce qui est la manière de conduire ses affaires intérieures.

Selon certains diplomates occidentaux, la Russie et la Chine, critiquées par le passé pour la situation des droits de l'homme chez elles, souhaitent éviter qu'en examinant un tel rapport, le Conseil de sécurité ne crée un précédent.

Quant aux Américains, selon ces mêmes diplomates, ils s'opposent à ce que l'on donne aux détracteurs d'Israël une nouvelle occasion de critiquer l'Etat juif à la tribune des Nations unies.

Ban Ki-moon, qui s'est rendu dans la bande de Gaza en janvier, s'est également entretenu ces dernières heures avec le chef de la diplomatie israélienne, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, et a souligné le besoin de justice et de rendre des comptes.

Ibrahim Dabbachi, numéro deux de la représentation libyenne à l'Onu, a déclaré à Reuters que le rapport Goldstone serait vraisemblablement examiné par l'assemblée générale des Nations unies, qui rassemble 192 pays, et au sein de laquelle Américains, Russes et Chinois n'ont pas le droit de veto dont ils disposent au Conseil de sécurité.

Al-Oufok avec les agences de presse)

24 octobre 2009,

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article992>

6-3 Israël demande à Ban Ki-moon de remiser le rapport Goldstone.

Le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a demandé au chef de l'ONU Ban Ki-moon de ne pas transmettre le rapport Goldstone à l'Assemblée générale des Nations unies ou au Conseil de sécurité, selon un communiqué de ses services publié hier.

Mandaté par l'ONU, le juge sud-africain Richard Goldstone a rédigé un rapport très critique sur l'offensive israélienne dans la bande de Gaza l'hiver

dernier qui a été récemment approuvé par le Conseil des droits de l'homme à Genève. Le rapport Goldstone accuse notamment Israël et les groupes armés palestiniens de « crimes de guerre » durant les combats qui ont tué 1 400 Palestiniens et 13 Israéliens.

Ce document controversé, qualifié d'« inique, saugrenu et unilatéral » par les Israéliens, doit être examiné par l'Assemblée générale de l'ONU d'ici à la fin décembre. Israël, qui a lancé une campagne diplomatique tous azimuts contre le rapport Goldstone, craint par-dessus tout qu'il finisse devant le Conseil de sécurité de l'ONU puis la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye, qui pourrait alors engager des poursuites contre ses hauts responsables militaires ou politiques. Le juge Goldstone a recommandé que son rapport soit transmis à la CPI si Israël et le mouvement islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Gaza,

ne procèdent pas dans les six mois à une « enquête crédible » sur leurs agissements durant l'offensive.

24/10

http://www.lorientlejour.com/category/International/article/635610/Israel_demande_a_Ban_Ki-moon_de_remiser_le_rapport_Goldstone.html

6-4 Benjamin Netanyahu promet de discréditer le rapport Goldstone.

Benjamin Netanyahu a promis de mener une longue bataille diplomatique pour discréditer le rapport Goldstone sur "Plomb durci", l'hiver dernier, apprend-on samedi de source officielle.

Le Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'Onu a repris vendredi à son compte le rapport de la commission d'enquête indépendante conduite par le juriste sud-africain Richard Goldstone, qui fait état de crimes de guerre commis par Israël et le Hamas.

"Israël doit discréditer le discrédit", a lancé le chef du gouvernement, selon un membre de son équipe. Cette campagne, a ajouté Benjamin Netanyahu, "ne prendra pas seulement quelques semaines, mais peut-être des années".

Au terme d'une session extraordinaire de deux jours, 25 des 47 Etats membres de l'instance onusienne basée à Genève ont voté pour une résolution endossant le document et condamnant le seul Etat juif pour son refus de collaborer à l'enquête, ainsi que pour la poursuite de son occupation et le blocus de Gaza.

Le rapport Goldstone invite le Conseil de sécurité des Nations unies à saisir la Cour pénale internationale de La Haye (CPI) si Israël et le Hamas ne mènent pas dans les six mois des investigations crédibles.

La résolution adoptée par le CDH, contre l'avis des Etats-Unis et de cinq autres pays, se borne toutefois à soumettre le rapport à l'Assemblée générale et à requérir du secrétaire général de l'Onu un compte rendu sur la mise en oeuvre de ses recommandations.

Le gouvernement israélien, qui rejette en bloc le rapport Goldstone, jugé absurde il y a quelques jours par Benjamin Netanyahu, a réagi en estimant que "cette résolution encourage les organisations terroristes à travers le monde" et sape les efforts de paix.

Pour Nabil Aboud Rdainah, collaborateur du président palestinien Mahmoud Abbas, la communauté internationale a le devoir de faire en sorte que le vote intervenu à Genève établisse "un précédent qui assurera la protection du peuple palestinien contre toute agression".

17 octobre

<http://www.aloufok.net/spip.php?article971>

6-5 Marius Schattner : Israël compte sur Washington pour torpiller le rapport Goldstone.

Israël compte sur les Etats-Unis pour torpiller toute résolution sur le rapport Goldstone qui accuse l'armée israélienne de crimes de guerre durant son offensive à Gaza.

Placé sur la défensive à l'ONU par le rapport Goldstone, Israël compte sur les Etats-Unis pour torpiller toute résolution sur ce document qui accuse l'armée israélienne de crimes de guerre durant son offensive à Gaza. «La secrétaire d'Etat Hillary Clinton s'est engagée à ce que les Etats-Unis opposent leur veto en cas de décision du Conseil de sécurité» entérinant le rapport du juge sud-africain Richard Goldstone, a déclaré la représentante d'Israël à l'ONU, Gabriela Shalev, à la radio israélienne. Elle a déploré que le rapport dénoncé par l'Etat hébreu fasse même l'objet d'un débat au Conseil de sécurité, soulignant qu'Israël n'était pas en mesure de s'y opposer. «Qu'un rapport aussi inique, saugrenu et unilatéral puisse être pris au sérieux par des pays démocratiques n'est en soi pas rassurant», a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Yigal Palmor. «Nous nous employons à faire comprendre qu'une validation du rapport aurait deux conséquences graves: d'une part elle mettrait en danger la relance des négociations avec les Palestiniens, d'autre part elle constituerait un précédent dangereux en empêchant tout pays résolu à se défendre contre le terrorisme», a-t-il ajouté. Le rapport stigmatisant principalement le comportement d'Israël doit être évoqué mercredi au Conseil de sécurité de l'ONU à New York dans le cadre d'un débat général sur la situation au Proche-Orient. Cette décision de compromis a été prise par un Conseil divisé, lors de consultations à huis clos consécutives à une demande de la Libye -soutenue par le groupe arabe et les non-alignés-, d'une réunion d'urgence pour discuter du rapport de la commission d'enquête dirigée par le juge Richard Goldstone. (...). Le Conseil doit débattre jeudi du rapport lors d'une session extraordinaire destinée à examiner «la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés et à Jérusalem». Devant les réticences des pays occidentaux, les partisans d'une approbation du rapport avaient décidé le 2 octobre, à la fin de la dernière session ordinaire du Conseil des droits de l'Homme, «de donner plus de temps pour un examen fondé et complet du rapport de la mission d'enquête» Goldstone. Le président palestinien Mahmoud Abbas, qui dans un premier temps avait défendu le report de six mois de ce vote, a été contraint de faire volte face sous la pression de sa propre opinion publique et face aux dénonciations véhémentes du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est lui aussi déclaré favorable à ce que le Conseil des droits de l'Homme revienne sur sa décision de reporter l'examen du rapport à mars 2010. La présidence suédoise de l'UE a quant à elle estimé que le rapport était «digne de considération». Selon des diplomates à New York, les pays occidentaux ont toutefois refusé la tenue d'une réunion spécifique sur le rapport Goldstone, qu'ils considèrent comme «défectueux» et «déséquilibré». Le document met également en cause les groupes armés palestiniens tirant des roquettes sur des localités en Israël à partir de la bande de Gaza, contrôlée par le mouvement islamiste Hamas, et recommande aux deux parties, israélienne et palestinienne, d'effectuer leurs propres enquêtes sur les événements de décembre 2008-janvier 2009.

L'offensive israélienne contre la bande de Gaza a fait plus de 1.400 morts palestiniens durant cette période, en majorité des civils, selon des sources médicales palestiniennes. Côté israélien, dix militaires et trois civils ont été tués, selon les chiffres officiels.

Marius Schattner

(AFP)

15/10

<http://www.aujourd'hui.ma:80/international-details71594.html>

6-6 Leila Mazboudi : "Israël" veut changer les lois internationales.

Folie des grandeurs: Israël veut changer les lois pour se permettre l'interdit.

Partie en guerre contre le rapport Goldstone qui l'a accusé de crimes de guerre, voire de l'humanité lors de l'offensive Plomb durci, l'entité sioniste se prépare à "délégitimer" tout ce qui l'accuse. Selon le mot d'ordre lancé par le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Vient en tête de ses cibles le Droit international: l'amendement de ses lois de la guerre était au menu du Conseil ministériel restreint, plus haute instance exécutive politico-sécuritaire, réunie mardi.

"Le Premier ministre (Benjamin Netanyahu) a demandé aux organes gouvernementaux compétents d'étudier

une initiative pour amender la législation internationale sur la guerre afin de l'adapter à l'expansion du terrorisme mondial", ont indiqué ses services dans un communiqué.

Selon le ministre de la guerre israélien Ehud Barak, il faut agir au plus vite en vue d'entreprendre ces amendements, assurant en avoir discuté avec les dirigeants des états qui participent à la guerre en Afghanistan, et qui lui auraient exprimé leur consentement.

Les détails de cet amendement convoité n'ont pas été précisés, mais " les lois de la guerre devraient répondre aux nécessités de la guerre contre le terrorisme et contre les terroristes qui se cachent parmi les civils", selon les explications de Barak.

Les lois en vigueur dans les états de l'Union Européenne constituent également une autre cible, et "devraient à leur tour être amendées", selon Tsipi Livni qui était chef de la diplomatie lors de l'offensive. Afin que les responsables israéliens, politiques ou militaires ne soient pas inquiétés d'être poursuivis en justice par leurs tribunaux, argue-t-elle, citant l'exemple de l'Espagne laquelle a amendé ses lois après la guerre de Gaza, pour entraver les actions judiciaires entamées auprès de ses tribunaux.

Un autre changement sera également exigé: l'élargissement de la liste des organisations terroristes, pour qu'elle comprenne une cinquantaine d'organisations: celles qui soutiennent la cause palestinienne, celles qui soutiennent l'Iran, en plus de grandes organisations islamiques. Bref, tous ceux qui critiquent Israël.

En échange, l'entité sioniste n'est prête à aucune concession. S'agissant du rapport en question, c'est le dénigrement total de toutes ses recommandations. "Le rapport est biaisé et mensonger. Il n'y a aucune raison d'appliquer une de ses recommandations, à savoir la création d'une commission d'enquête israélienne" a déclaré le vice-Premier ministre Sylvain Shalom. Mais c'est Barak qui a tranché le sujet, estimant que "la liberté d'action de l'armée israélienne ne doit nullement être entravée". Selon les médias israéliens, la création de cette commission n'était même pas à l'ordre du jour du Conseil ministériel restreint.

Fort du soutien occidental inconditionnel consacrant son impunité inébranlable, force est de constater que l'entité sioniste sombre de plus en plus dans un fanatisme exécrationnel. Fragilisant les solutions pacifiques en faveur des options militaires.

Leila Mazboudi

21/10

MANAR

<http://nasr-moqawama.blogspot.com/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19